

# 1. Emploi, productivité et pauvreté: tendances mondiales

## 1.1. Evolution récente

Le *Rapport sur l'emploi dans le monde* s'intitule cette année «emploi, productivité et réduction de la pauvreté». Le choix de ce thème est motivé par la profonde conviction, corroborée par de solides données empiriques, que la création d'emplois décents est le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté. En outre, il existe un lien étroit entre productivité<sup>1</sup> et travail décent (travail qui non seulement procure un revenu suffisant mais qui s'accompagne aussi d'une protection sociale, de bonnes conditions de travail et de la possibilité pour les travailleurs d'exprimer leur point de vue). Examiner ce lien aide à déterminer quelles sont les meilleures stratégies de développement pour les économies les moins avancées de la planète<sup>2</sup>.

Plutôt que sur la pauvreté en général (tableau 1.1), la présente analyse des tendances du marché du travail est centrée sur le phénomène de la pauvreté des travailleurs. Le concept de pauvreté des travailleurs confère une dimension nouvelle à l'étude du marché du travail, en plaçant l'emploi décent et productif au cœur du débat sur la pauvreté. En effet, la majorité des pauvres d'âge actif sont des personnes dont le revenu d'activité est insuffisant et qui vivent de ce fait, elles et leurs familles, sous le seuil de pauvreté. De plus, ces personnes sont généralement privées des autres avantages du travail décent.

D'après les chiffres actuellement disponibles pour 2003, 1,39 milliard de personnes qui travaillent dans le monde vivent au seuil de pauvreté, c'est-à-dire qu'elles ne disposent que de 2 dollars par jour pour elles et leur famille. Parmi elles, 550 millions ne dépassent même pas le seuil d'extrême pauvreté (1 dollar par jour)<sup>3</sup>. Cela signifie que 49,7 pour cent des travailleurs de la planète (et plus de 58,7 pour cent de ceux du monde en développement) ne gagnent pas assez pour dépasser le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour et que 19,7 (donc 23,3 pour cent dans le monde en développement) ont actuellement moins de 1 dollar par jour pour vivre et faire vivre leur famille (tableau 1.2). Selon les prévisions, les tendances en valeur absolue et en pourcentage devraient reculer en 2004.

<sup>1</sup> Le présent chapitre et les suivants traitent essentiellement de la productivité du travail, obtenue en calculant la production par personne employée. Conformément à l'usage dans les travaux qui portent sur ce sujet, les expressions de productivité du travail, productivité, production par travailleur, production par personne employée et PIB par personne employée sont considérées ici comme des synonymes.

<sup>2</sup> En raison du choix de ces indicateurs, beaucoup d'autres indicateurs importants du marché du travail sont exclus de l'analyse mais ont bien entendu une influence indirecte sur celui-ci. Par exemple, tout changement apporté aux institutions du marché du travail a un réel impact sur la productivité et la création d'emplois.

<sup>3</sup> Dans les pages qui suivent, les expressions d'«extrême pauvreté/extrême pauvreté des travailleurs» désignent le seuil d'extrême pauvreté de 1 dollar (des Etats-Unis) par jour et celles de «pauvreté modérée/pauvreté modérée des travailleurs», le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour.

**Tableau 1.1. Proportion de pauvres vivant aux seuils de 1 dollar et de 2 dollars par jour (monde et régions pour certaines années, en pourcentage)**

Région	Pauvreté totale (1 dollar/jour)				Pauvreté totale (2 dollars/jour)			
	1980	1990	2003	2015	1980	1990	2003	2015
Monde	39,7	27,0	19,5	13,2	65,7	59,8	51,2	40,5
Amérique latine et Caraïbes	11,3	12,1	10,4	8,9	29,9	29,6	25,4	22,2
Asie de l'Est	61,6	31,2	14,9	5,7	85,3	68,8	43,2	22,4
Asie du Sud-Est	31,4	16,6	9,3	6,050	69,2	59,3	47,8	39,0
Asie du Sud	52,3	40,9	28,4	14,4	89,0	85,4	75,7	60,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,2	2,5	2,0	1,7	26,5	21,8	20,8	17,3
Afrique subsaharienne	42,6	44,1	45,7	44,6	73,0	75,8	76,4	75,5
Economies en transition	1,2	1,5	3,9	1,6	1,5	4,5	17,9	7,5

Note: La proportion de la population vivant avec moins de 1 (2) dollars/jour est le pourcentage de la population qui dispose de moins de 1,08 (2,16) dollars par jour au cours international de 1993. Le seuil de pauvreté de 1 (2) dollars/jour est défini en fonction de la consommation ou du revenu par personne, y compris l'autoconsommation et les revenus en nature. Il est calculé en parités de pouvoir d'achat (PPA), c'est-à-dire en supposant qu'une somme donnée achète la même quantité de biens dans tous les pays. En d'autres termes, la comparaison s'appuie sur un dollar standardisé dont le pouvoir d'achat est le même dans tous les pays.

Estimations pour 2003, projections pour 2015.

Source: Calculs effectués à partir de Banque mondiale, 2004a.

**Tableau 1.2. Proportion de travailleurs vivant aux seuils de 1 et de 2 dollars par jour dans l'emploi total (monde et régions pour certaines années, en pourcentage)**

Région	Travailleurs vivant avec 1 dollar/jour				Travailleurs vivant avec 2 dollars/jour			
	1980	1990	2003	2015	1980	1990	2003	2015
Monde	40,3	27,5	19,7	13,1	59,8	57,2	49,7	40,8
Amérique latine et Caraïbes	15,6	16,1	13,5	11,5	41,2	39,3	33,1	28,8
Asie de l'Est	71,1	35,9	17,0	6,5	92,0	79,1	49,2	25,8
Asie du Sud-Est	37,6	19,9	11,3	7,3	73,4	69,1	58,8	47,7
Asie du Sud	64,7	53,0	38,1	19,3	95,5	93,1	87,5	77,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,0	3,9	2,9	2,3	40,3	33,9	30,4	24,9
Afrique subsaharienne	53,4	55,8	55,8	54,0	85,5	89,1	89,0	87,6
Economies en transition	1,6	1,7	5,2	2,1	1,7	5,0	23,6	9,8

Note: Estimations pour 2003; projections pour 2015.

Source: Kapsos, 2004.

## Tendances du chômage et de l'emploi

Pour avoir une idée de l'ampleur du déficit d'emplois décents dans le monde, il faut ajouter au 1,39 milliard de personnes qui travaillent mais vivent, elles et leurs familles, sous le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour toutes celles qui recherchent du travail mais n'en trouvent pas. En 2003, malgré la reprise de l'activité économique qui a suivi la récession de 2001 et 2002, 185,9 millions de personnes étaient au chômage dans le monde. Certes, le nombre de personnes employées a augmenté en 2003 par rapport aux deux années précédentes mais, comme la population active a elle aussi augmenté, les créations d'emplois ont tout juste permis d'absorber les demandeurs d'emploi supplémentaires. C'est

pourquoi le taux de chômage mondial n'a pratiquement pas bougé: il était de 6,3 pour cent en 2002 et de 6,2 pour cent en 2003. Les limites des statistiques du chômage sont examinées dans l'encadré 1.1.

Cette relative stagnation des taux de chômage entre 2002 et 2003 a été observée dans la plupart des régions: l'Asie de l'Est est passée de 3,1 à 3,3 pour cent, l'Asie du Sud est restée à 4,8 pour cent, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont augmenté de 11,9 à 12,2 pour cent, l'Afrique subsaharienne est passée de 10,8 à 10,9 pour cent, les économies en transition ont baissé de 9,4 à 9,2 pour cent et les économies industrialisées sont restées à 6,8 pour cent. Les seules régions qui affichent un changement significatif sont celles de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique latine et des Caraïbes, où le taux de chômage est tombé respectivement de 7,1 à 6,3 pour cent et de 9 à 8 pour cent. Au cours de la décennie écoulée, les taux de chômage n'avaient baissé que dans les économies industrialisées, restant inchangés ou augmentant dans toutes les autres régions (tableau 1.3). Ils avaient grimpé de 6,3 à 9,2 pour cent dans les économies en transition et de 3,9 à 6,3 pour cent en Asie du Sud-Est.

Le ratio emploi/population, c'est-à-dire la proportion de la population d'âge actif qui a un emploi, a été plus ou moins stationnaire dans la plupart des régions. Ce ratio devrait-il augmenter? Certes, sa stabilité, voire sa régression, pourrait signifier que la demande d'emplois n'augmente pas parce que les gens préfèrent ne pas travailler. Pourtant, l'existence du chômage prouve que beaucoup de personnes cherchent activement du travail et n'en trouvent pas. Il faut donc que le ratio emploi/population augmente pour satisfaire une telle demande. En outre, dans la plupart des économies en développement, rares sont les personnes qui peuvent choisir de ne pas travailler et, lorsque certaines le font, c'est en général qu'elles ont perdu tout espoir de trouver un emploi. Par conséquent, une augmentation du ratio emploi/population pourrait être le signe que des emplois sont créés et que les personnes sans emploi ont encore des raisons d'espérer. A noter toutefois que cet indicateur ne rend pas compte de la qualité des emplois créés, c'est-à-dire qu'il ne permet pas de savoir si ce sont des emplois décents et productifs.

Seules les économies industrialisées et la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont enregistré une augmentation sensible de leur ratio emploi/population au cours de ces dix dernières années. Dans le second cas, cette augmentation est en majeure partie imputable à la hausse du taux d'activité des femmes bien que celui-ci soit encore de loin le plus bas du monde (pour des précisions, voir BIT 2004a et 2004b). Le changement le plus radical a été observé dans les économies en transition où ce ratio est tombé de 58,8 à 53,5 entre 1993 et 2003. En général, une diminution du ratio emploi/population indique qu'un plus grand nombre de personnes ont décidé de prolonger leurs études, mais tel n'est qu'en partie le cas dans les économies en transition. Dans ces économies, en effet, les bouleversements provoqués par le processus de transition ont considérablement ralenti la création d'emplois et un grand nombre de personnes sont restées à la porte du marché du travail «par la force des choses».

### Encadré 1.1. Pourquoi les statistiques de l'emploi et du chômage ne sont pas des indicateurs suffisants du marché du travail

Toutes les personnes qui atteignent l'âge de travailler n'entrent pas nécessairement dans la vie active. Elles sont alors considérées comme économiquement inactives. Cette inactivité peut être volontaire – si une personne préfère rester chez elle ou faire des études – ou involontaire si cette personne souhaitait travailler mais s'est découragée et a abandonné tout espoir de trouver un emploi. En revanche, si elle entre dans la vie active, elle est soit employée soit au chômage. Le nombre de personnes employées et celui des personnes qui sont au chômage sont des indicateurs très importants mais ils ne donnent qu'une vue partielle du marché du travail.

#### Chômage et emploi

Une personne n'est comptabilisée parmi les chômeurs que si elle est sans emploi et cherche effectivement du travail<sup>1</sup>. Les chiffres bruts du chômage ne renseignent pas sur la composition de la population sans emploi et passent donc sous silence des caractéristiques importantes des chômeurs, telles que le milieu socio-économique, l'origine ethnique et la durée du chômage. Dans les pays en développement, qui bien souvent n'ont pas de mécanismes efficaces d'indemnisation du chômage, la prise en compte des seuls chiffres du chômage comporte de surcroît le risque d'exclure de l'analyse les plus défavorisés, qui ne peuvent simplement pas se permettre d'être au chômage. Dans ces pays, le problème est donc moins le chômage en soi que les conditions de travail de ceux qui ont un emploi.

Quant aux personnes employées, elles peuvent avoir un emploi à temps plein ou à temps partiel, être sous-employées, voire sur-employées. Comme nous l'avons indiqué plus haut, le fait d'être employé ne signifie rien quant à la qualité de l'emploi ou au revenu d'activité. En effet, une personne employée peut très bien travailler dans l'économie informelle, dans des conditions médiocres, sans contrat et pour un salaire de misère.

#### Les travailleurs pauvres

Comme ce type de travail ne s'apparente en rien au «travail décent», le BIT a élaboré le concept de travailleurs pauvres pour désigner les personnes qui travaillent mais ne gagnent pas assez pour vivre et faire vivre leur famille au-dessus du seuil de pauvreté de 1 ou 2 dollars par jour. Les personnes qui font partie de cette catégorie travaillent en général dans l'économie informelle (mais l'inverse n'est pas toujours vrai: toutes les personnes qui travaillent dans l'économie informelle ne sont pas des travailleurs pauvres). C'est pourquoi on peut considérer que le nombre de travailleurs pauvres donne une première approximation du nombre de personnes qui sont très peu rémunérées dans l'économie informelle.

Il est important de noter que, par définition, les personnes classées dans la catégorie des travailleurs pauvres sont uniquement celles qui ne peuvent se hisser, elles-mêmes et leur famille, au-dessus du seuil de pauvreté. Cela signifie qu'un travailleur gagnant 50 cents par jour ne serait pas considéré comme un travailleur pauvre si un membre de sa famille gagne suffisamment pour permettre à chaque membre de la famille de vivre avec plus de 1 dollar par jour. Inversement, quelqu'un qui gagnerait par exemple 5 dollars par jour mais dont la famille se composerait de dix personnes (dont neuf sans travail) serait classé parmi les travailleurs pauvres puisque chaque membre de sa famille aurait moins de 1 dollar par jour pour vivre. Enfin, le fait de

prendre en compte la situation de toute la famille évite de considérer comme travailleur pauvre un jeune qui serait fortuné et qui travaillerait gratuitement pour acquérir de l'expérience en début de carrière.

En raison des limites des statistiques brutes de l'emploi et du chômage, l'analyse proposée dans ce chapitre se fonde sur deux autres indicateurs qui sont mieux adaptés au contexte du monde en développement: l'évolution de la pauvreté des travailleurs et l'évolution de la productivité du travail. L'intérêt de ces indicateurs tient au rôle qu'ils jouent dans la détermination des salaires et des revenus. Associés aux chiffres de l'emploi, les statistiques de la pauvreté des travailleurs et de la productivité donnent une première estimation fiable de l'ampleur, de la répartition et de la gravité du déficit de travail décent dans le monde. Par la suite, le BIT étudiera plus avant ce déficit en faisant appel à des indicateurs complémentaires du marché du travail, tels que la *situation dans la profession* et l'*emploi par secteur*. Dans la classification internationale, les catégories de travailleurs établies en fonction de la situation dans la profession sont celles des salariés, des personnes travaillant pour leur propre compte et des travailleurs familiaux non rémunérés (également dénommés travailleurs collaborant à l'entreprise familiale)<sup>2</sup>. Ces indicateurs sont particulièrement utiles pour les régions en développement parce qu'ils permettent de déterminer le niveau de développement d'après l'évolution du nombre de personnes dans l'emploi salarié et dans les secteurs où prédominent l'emploi informel et le travail familial non rémunéré.

<sup>1</sup> Pour une définition précise du chômage, voir: <http://www.ilo.org/public/french/bureau/stat/download/res/ecacpop.pdf>. <sup>2</sup> Résolution concernant la Classification internationale d'après la situation dans la profession, adoptée par la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 1993. Peut être consultée à l'adresse: <http://www.ilo.org/public/french/bureau/stat/download/res/icse.pdf>.

**Tableau 1.3. Indicateurs du marché du travail et indicateurs économiques (monde et régions pour certaines années)**

	Taux de chômage			Ratio emploi/population (%)		Evolution en pourcentage de la productivité du travail 1993-2003	Croissance annuelle de la productivité du travail (%) 1993-2003	Croissance annuelle de la population active (%) 1993-2003	Taux de croissance annuel du PIB 1993-2003
	1993	2002	2003	1993	2003				
Monde	5,6	6,3	6,2	63,3	62,5	10,9	1,0	1,8	3,5
Amérique latine et Caraïbes	6,9	9,0	8,0	59,3	59,3	1,2	0,1	2,3	2,6
Asie de l'Est	2,4	3,1	3,3	78,1	76,6	75,0	5,8	1,3	8,3
Asie du Sud-Est	3,9	7,1	6,3	68,0	67,1	21,6	2,0	2,4	4,4
Asie du Sud	4,8	4,8	4,8	57,0	57,0	37,9	3,3	2,3	5,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	12,1	11,9	12,2	45,4	46,4	0,9	0,1	3,3	3,5
Afrique subsaharienne	11,0	10,8	10,9	65,6	66,0	-1,5	-0,2	2,8	2,9
Economies en transition	6,3	9,4	9,2	58,8	53,5	25,4	2,3	-0,1	0,2
Economies industrialisées	8,0	6,8	6,8	55,4	56,1	14,9	1,4	0,8	2,5

Source: BIT, 2003b; BIT, 2003c; FMI, 2003; voir également BIT, 2004a, notes techniques.

### Productivité et PIB

Au cours de ces dix dernières années, la productivité du travail (voir la définition dans l'encadré 1.2) a augmenté de près de 11 pour cent à l'échelle mondiale (voir tableau 1.3), principalement en raison de sa croissance spectaculaire en Asie de l'Est (75 pour cent entre 1993 et 2003) mais aussi en Asie du Sud (37,9 pour cent) et du Sud-Est (21,6 pour cent). Dans les économies industrialisées également, la productivité du travail a progressé plus rapidement que la productivité mondiale puisqu'elle a augmenté de 14,9 pour cent. Certes, ce taux est inférieur à ceux des régions asiatiques mais il ne faut pas oublier que ces dernières sont parties de taux très faibles, ce qui leur a permis de réaliser des gains de productivité plus importants. De plus, l'amélioration générale de la situation de l'emploi et le recul des taux de chômage moyens dans les économies industrialisées démontrent qu'à un stade avancé de développement économique – souvent caractérisé, entre autres, par une moindre croissance de la population active – le taux de croissance de la productivité n'a plus besoin d'être aussi élevé qu'auparavant pour avoir des effets positifs sur le marché du travail. La forte croissance de la productivité du travail que connaissent les économies en transition depuis 1999 (25,4 pour cent pour la région dans son ensemble) a contribué à la récente hausse de la productivité enregistrée à l'échelle mondiale. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, où les crises économiques du début du millénaire ont ralenti une croissance de la productivité qui était déjà peu vigoureuse, celle-ci a à peine dépassé 1 pour cent en dix ans (soit 0,1 pour cent par an, voir tableau 1.3). Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la productivité moyenne n'a guère augmenté depuis dix ans et, en Afrique subsaharienne, elle a diminué.

Si l'on compare l'évolution des taux de croissance du PIB sur les dix dernières années, on constate que croissance du PIB et croissance de la productivité du travail ne sont pas superposables mais qu'elles évoluent généralement dans le même sens (tableau 1.3). Ainsi, les taux de croissance moyens du PIB les plus élevés sont ceux de l'Asie de l'Est (8,3 pour cent par an), de l'Asie du Sud (5,5 pour cent par an) et de l'Asie du Sud-Est (4,4 pour cent par an). Ceux de l'Amérique latine et des Caraïbes n'ont remonté que depuis peu, là aussi parallèlement au redressement de la croissance de la productivité. Le PIB a augmenté en moyenne de 2,6 pour cent par an au cours de ces dix dernières années. En Afrique subsaharienne, la croissance annuelle de 2,9 pour cent – plutôt faible pour une région en développement – a coïncidé avec le ralentissement de la croissance de la productivité de la région. Enfin, dans les économies industrialisées, la croissance du PIB est allée de pair avec celle de la productivité et, si elle a été inférieure à celle de certaines régions en développement, c'est – rappelons-le – parce que les PIB de ces économies étaient plus élevés au départ (tableau 1.3).

Le PIB et la productivité du travail ont suivi des trajectoires opposées dans deux régions au cours des dix années à l'étude: celle des économies en transition et celle du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Dans la première, la croissance annuelle de la productivité a été de 2,3 pour cent alors que celle du PIB a été de 0,2 pour cent seulement. En revanche, au Moyen-Orient et en Afrique du

### Encadré 1.2. Qu'est-ce que la productivité du travail?

La productivité au sens large désigne l'efficacité avec laquelle les ressources sont utilisées. La productivité du travail est normalement calculée en divisant la production, ou la «valeur ajoutée», par le volume de travail qui a été nécessaire pour obtenir cette production. Bien que la productivité du travail soit parfois mesurée à partir du rapport entre la production et le nombre d'heures de travail, nous avons opté, dans le présent chapitre, pour la production annuelle par personne employée. Non seulement les données disponibles pour ce dernier indicateur sont meilleures mais encore celui-ci rend mieux compte de l'apport humain. La productivité du travail est différente de la productivité globale des facteurs, qui englobe des aspects autres que le travail proprement dit, tels que la qualité de la gestion, le progrès technique, la morbidité, la délinquance et le mode de gouvernement.

Comme son nom ne l'indique pas, la productivité du travail augmente lorsque la valeur ajoutée augmente grâce, par exemple, à une utilisation optimale et à une meilleure coordination de *tous* les facteurs de production. La valeur ajoutée peut augmenter lorsque le personnel travaille de manière plus rationnelle, plus assidûment, plus rapidement ou avec de meilleures qualifications, mais elle augmente aussi grâce à l'acquisition de machines, à l'amélioration des équipements, à la réduction du gaspillage ou à des innovations techniques. En réalité, tout facteur autre que le travail, qui augmente la valeur ajoutée, augmentera également la productivité du travail. Tel est par exemple le cas lorsque l'amélioration de la qualité d'un produit permet de vendre ce produit à un prix plus élevé, même si la quantité produite reste la même. L'expression de productivité du travail est donc correcte en ce sens que tout changement étranger aux travailleurs, qui fait augmenter la valeur ajoutée, rend ceux-ci plus productifs, mais elle est tout de même légèrement trompeuse car elle désigne en réalité la productivité en général et non pas celle qui provient des seuls travailleurs. Par exemple, la productivité d'un agriculteur peut être améliorée aussi bien par le biais de la formation que grâce à la construction d'une route qui facilite ses déplacements vers le marché (ou ceux de ses clients vers son exploitation).

La productivité du travail varie énormément de pays à pays, pour une foule de raisons dont la plupart sont directement et positivement corrélées avec le niveau de développement économique. Il est important de souligner que les écarts de productivité du travail ne reflètent absolument pas des différences dans l'application et les efforts des travailleurs mais, la plupart du temps, des différences dans les conditions de travail. Un travailleur pauvre d'une économie en développement peut effectuer de longues journées, travailler durement, dans de mauvaises conditions matérielles et pourtant avoir une faible productivité et donc percevoir un salaire médiocre parce qu'il n'a pas accès à la technologie, à l'instruction ni à d'autres facteurs nécessaires pour augmenter la productivité. De même, un travailleur d'une économie très développée peut avoir une productivité élevée tout en ayant des horaires relativement légers.

Nord, la productivité n'a progressé que de 0,1 pour cent mais la croissance du PIB a atteint 3,5 pour cent.

Dans les économies en transition, cela est une séquelle de la transformation structurelle. Dans la première phase de la transition, la fermeture de nombreuses entreprises anciennes a non seulement anéanti le potentiel de croissance du PIB mais aussi détruit beaucoup d'emplois. En outre, l'accroissement du chô-

mage et du sous-emploi, associé à la montée d'un sentiment d'insécurité au sein de la population, a freiné la croissance du PIB tirée par la demande. Comme la croissance du PIB a ralenti au même rythme que l'emploi, la productivité du travail (PIB divisé par le nombre de personnes employées) a stagné. Dans la deuxième phase, après que toutes les entreprises non compétitives se furent retirées du marché, celles qui avaient survécu cherchèrent à accroître leur compétitivité en achetant des équipements et en réduisant encore leurs effectifs tout en augmentant leur production, ce qui a provoqué un accroissement spectaculaire de la productivité.

La situation observée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord reflète les différences entre les pays producteurs de pétrole et les autres. Globalement, la progression du PIB due aux premiers – en raison de l'accroissement de la demande de pétrole et de la hausse générale du cours de l'or noir – s'est accompagnée d'une croissance de l'emploi dans les seconds, d'où le fort taux de croissance du PIB et la stagnation de la productivité. Faut-il en déduire que la création d'emplois entrave la croissance de la productivité? Oui, si les emplois créés ne sont pas des emplois décents et productifs, c'est-à-dire s'ils ne procurent pas aux salariés un revenu suffisant pour stimuler la demande. A vrai dire, la situation du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ne devrait pas être considérée comme la preuve d'un antagonisme entre productivité et création d'emplois mais comme la parfaite justification de la thèse selon laquelle, à long terme, la création d'emplois décents et la croissance de la productivité doivent aller de pair avec la croissance du PIB. C'est là une condition indispensable pour que la croissance économique fasse reculer la pauvreté.

### Pauvreté totale et pauvreté des travailleurs

En examinant les tendances du marché du travail au regard de l'évolution du PIB et de la productivité, on s'aperçoit que, dans le monde entier, les taux de pauvreté des travailleurs (tableau 1.1) et aussi les taux de pauvreté totale (tableau 1.2) résultent clairement de l'interaction de ces indicateurs. Pour réduire la pauvreté totale et la pauvreté des travailleurs, il faut à la fois augmenter la productivité et créer des emplois. Les exemples de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud le prouvent. En effet, au cours de la décennie écoulée, ces deux régions ont enregistré les taux les plus élevés de croissance de la productivité tout en conservant de faibles taux de chômage et des ratios emploi/population relativement stables: les gains de productivité n'ont donc pas entraîné de suppressions d'emplois. Grâce à quoi, la proportion de pauvres et de travailleurs pauvres vivant au seuil de 1 dollar par jour a diminué dans ces régions. En outre, cette évolution encourageante s'est accompagnée d'un recul considérable de l'emploi informel. En Asie du Sud-Est (où la productivité et le PIB ont fortement augmenté mais où le chômage a également progressé), la pauvreté des travailleurs et la pauvreté totale au seuil de 1 dollar par jour ont diminué mais plus lentement que dans les autres régions asiatiques. En Amérique latine et aux Caraïbes (pratiquement aucune croissance de la productivité, croissance du PIB inférieure à la moyenne,

fort taux de chômage et stagnation du ratio emploi/population), la proportion de travailleurs pauvres et la pauvreté totale au seuil de 1 dollar par jour n'ont pratiquement pas bougé. En Afrique subsaharienne (croissance négative de la productivité, faible croissance du PIB, taux de chômage élevé et quasi-stagnation du ratio emploi/population), la proportion de travailleurs vivant au seuil de 1 dollar par jour est restée inchangée et la pauvreté totale au même seuil a augmenté. Même chose pour les économies défavorisées du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord bien que leur ratio emploi/population ait augmenté (mais, comme nous l'avons vu plus haut, principalement du fait de la création d'emplois de qualité médiocre).

Pour ce qui est de la pauvreté des travailleurs et de la pauvreté totale au seuil de 2 dollars par jour, le tableau est à peu près le même pour les économies d'Asie de l'Est qui ont réussi à entrer dans le cercle vertueux de la croissance de la productivité, de la création d'emplois et de la croissance du PIB. C'est dans cette région que les deux formes de pauvreté ont le plus reculé. Pourtant, la proportion de travailleurs vivant avec 2 dollars par jour n'a que légèrement diminué depuis le début des années quatre-vingt-dix. Selon les prévisions, l'Asie du Sud sera en 2015 la région qui comprendra la plus forte proportion de travailleurs vivant avec 2 dollars par jour (40 pour cent). Compte tenu de la vigueur de la croissance de la productivité dans cette région très défavorisée, les gains ainsi réalisés suffiront pour éliminer l'extrême pauvreté mais pas encore pour remédier à la situation de ceux qui ne disposent que de 2 dollars par jour. Cela indique, d'une part, que les emplois créés sont en général peu productifs et donc peu rémunérés, et d'autre part, que la population active croît plus rapidement que l'emploi. Le problème est le même en Asie du Sud-Est et dans les économies défavorisées du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. En Amérique latine et aux Caraïbes, la proportion de travailleurs vivant avec 2 dollars par jour a légèrement diminué, ce qui signifie qu'une partie des emplois créés étaient d'une qualité suffisante pour permettre à certains travailleurs de se libérer, eux-mêmes et leurs familles, de la pauvreté. Dans les économies en transition, enfin, la pauvreté des travailleurs et la pauvreté totale au seuil de 2 dollars par jour ont énormément augmenté, essentiellement pour les raisons évoquées plus haut. Il y a lieu d'espérer que la forte croissance de la productivité enregistrée ces dernières années stimulera la croissance du PIB et de l'emploi et finira par réduire la pauvreté des travailleurs. Certaines économies de la région sont déjà entrées dans cette phase.

### Est-il possible de réduire de moitié la pauvreté des travailleurs d'ici à 2015?

Au vu des tendances de la productivité du travail, du marché du travail, de la pauvreté des travailleurs et de la pauvreté totale, les régions qui ont réussi à accroître la productivité sur le long terme tout en créant des emplois pour une population active en augmentation sont aussi celles qui ont le mieux réussi à réduire la pauvreté des travailleurs et la pauvreté totale. Ces régions ont donc de

bonnes chances de réaliser le premier des Objectifs de développement pour le Millénaire, à savoir réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour (pour des précisions sur les Objectifs de développement pour le Millénaire, voir l'encadré 3.1 au chapitre 3).

Les estimations présentées au tableau 1.4 confirment ces résultats: en prenant les taux de croissance du PIB du monde en développement, calculés par le FMI pour la période 1995-2005, et en les projetant jusqu'en 2015, on constate qu'il est possible de réduire de moitié la proportion mondiale de travailleurs vivant avec 1 dollar par jour. Le taux de croissance nécessaire serait de 4,7 pour cent, donc moins que les 5 pour cent prévus pour la période 1995-2005. Toutefois, si l'on exclut l'Asie de l'Est – et surtout la Chine – la prévision devient plus incertaine. Seules les régions de l'Asie du Sud-Est, de l'Asie du Sud, des économies en transition et du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont actuellement en passe de réaliser l'objectif. Pour les deux dernières, c'est grâce à un faible taux d'extrême pauvreté des travailleurs. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est assez proche du taux de croissance requis et l'Afrique subsaharienne en est très éloignée puisqu'elle aurait besoin d'une croissance de 8 pour cent, étant entendu naturellement que pour elle la tâche était, dès le départ, beaucoup plus difficile que pour d'autres régions.

Lorsque l'objectif est de réduire de moitié la pauvreté des travailleurs au seuil de 2 dollars par jour, les perspectives s'assombrissent encore. Seule l'Asie de l'Est peut raisonnablement envisager de le réaliser, les autres régions n'ayant aucune chance d'y parvenir à moins que le taux de croissance de leur PIB n'augmente considérablement. Cela étant, il ne faut pas oublier que la croissance à elle seule ne suffit pas. En effet, c'est le contenu de la croissance en emplois décents qui est vraiment déterminant pour améliorer la situation des travailleurs pauvres et lutter contre le chômage, deux conditions essentielles pour faire régresser la pauvreté totale. Et, dans le long terme, le PIB n'augmentera que si la productivité s'accroît et si des emplois décents sont créés. Ainsi, la seule manière de faire disparaître définitivement la pauvreté est d'offrir aux travailleurs des emplois productifs, qui leur permettent de mettre leur potentiel à profit, et des possibilités de travail décent. En résumé, il faut que les travailleurs puissent stimuler la demande en consommant et investir dans leur propre avenir et dans celui de leurs enfants. De plus, en créant des emplois décents, on ne traite pas seulement la dimension économique de la pauvreté mais aussi la dimension humaine, en donnant aux travailleurs la possibilité d'exprimer leurs préoccupations, de participer davantage à la prise de décisions dans le monde du travail et d'être respectés pour le travail qu'ils font. Ce sont là des aspects qui peuvent aussi favoriser le développement économique du pays.

Le fait que le nombre élevé de travailleurs pauvres ne diminue pas et que plus de 185 millions d'individus sont actuellement au chômage, sans parler du nombre inconnu de ceux qui sont involontairement inactifs, témoigne de la persistance d'un énorme déficit de travail décent dans le monde – qui fait obstacle à la lutte contre la pauvreté.

**Tableau 1.4. Taux de croissance du PIB nécessaires pour réduire de moitié la pauvreté des travailleurs d'ici à 2015 et taux de croissance moyens du PIB calculés par le FMI pour 1995-2005 (en pourcentage)**

	Croissance du PIB nécessaire pour réaliser les objectifs (%)		Taux de croissance moyens du PIB calculés par le FMI (%)
	Réduire de moitié la pauvreté des travailleurs au seuil de 1 dollar par jour	Réduire de moitié la pauvreté des travailleurs au seuil de 2 dollars par jour	1995-2005
Monde, hormis les économies industrialisées	4,7	Plus de 10	5,0
Monde, hormis l'Asie de l'Est et les économies industrialisées	5,3	Plus de 10	3,8
Economies en transition	4 à 5	8 à 10	3,3
Asie de l'Est	3 à 4	6 à 8	7,9
Asie du Sud-Est	4 à 5	Plus de 10	4,1
Asie du Sud	5 à 6	Plus de 10	5,8
Amérique latine et Caraïbes	3 à 4	4 à 6	2,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4 à 5	8 à 10	4,0
Afrique subsaharienne	Plus de 8	Plus de 10	3,7

Note: L'hypothèse est que la croissance nécessaire pour réduire la pauvreté des travailleurs de 1 pour cent sera la même que dans le passé. Si tel n'était plus le cas en raison de changements d'ordre stratégique ou institutionnel, les taux de croissance nécessaires seraient très différents.

Source: Kapsos, 2004.

## 1.2. Tendances régionales<sup>4</sup>

### Amérique latine et Caraïbes

Les Nations Unies considèrent que la région de l'Amérique latine et des Caraïbes<sup>5</sup> aura de la peine à réaliser le premier des Objectifs de développement pour le Millénaire, à savoir réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de la

<sup>4</sup> Les pays sont groupés ici d'après les catégories de la base de données sur les *Indicateurs clés du marché du travail (ICMT)*, 3<sup>e</sup> édition (BIT). Dans cette base de données, les économies sont classées en six catégories selon le niveau de développement et la situation géographique. A noter que ces catégories ont été définies dans le seul but de faciliter l'analyse et ne reflètent aucun jugement quant au stade de développement actuel de tel ou tel pays. Deux groupes d'économies sont établis en fonction du développement: les économies développées (industrialisées) et les économies en développement, et les groupements géographiques sont au nombre de quatre: région de l'Asie et du Pacifique, région de l'Amérique latine et des Caraïbes, région de l'Afrique subsaharienne et région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Chaque pays ne fait partie que d'un seul groupement; par exemple, le Japon, qui est classé dans les économies développées (industrialisées), ne figure donc pas dans le groupement «Asie et Pacifique». Aux fins du présent chapitre, la région Asie et Pacifique des ICMT a été subdivisée en deux groupes: les économies de l'Asie de l'Est et celles de l'Asie du Sud-Est.

<sup>5</sup> La région de l'Amérique latine et des Caraïbes se compose des sous-régions suivantes (pays entre parenthèses): **Caraïbes** (Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Aruba, Antilles néerlandaises, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, îles Caïmanes, Cuba, République dominicaine, Dominique, Grenade, Guadeloupe, Guyana, Haïti, Jamaïque, Martinique, Montserrat, Porto Rico, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, îles Turques et Caïques, îles Vierges des Etats-Unis), **Amérique centrale** (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama) et **Amérique du Sud** (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, îles Falkland (Malvinas), Guyane française, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela).

population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour. L'analyse de certains indicateurs du marché du travail de cette région donne une première explication de cette situation. Le léger déclin du ratio emploi/population, enregistré au cours de la décennie écoulée, indique que des emplois ont été créés mais en nombre insuffisant pour absorber le nombre croissant des actifs (tableau 1.3). L'une des interprétations possibles est que les gens décident de poursuivre leurs études ou choisissent librement, pour d'autres raisons, de ne pas entrer dans la vie active. Or les indicateurs de l'éducation sont stationnaires (voir BIT, 2003a) et la proportion de pauvres reste très élevée (un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour, tableau 1.2), ce qui rend cette interprétation douteuse. Qui plus est, le taux de chômage a augmenté de 6,9 pour cent en 1993 à 8 pour cent en 2003 (voir encadré 1.3 pour des précisions et l'interprétation de ces chiffres). La tendance de ces deux indicateurs du marché du travail prouve que la région dans son ensemble n'a pas réussi à utiliser son capital humain pour stimuler la croissance économique.

La productivité du travail a évolué différemment selon les pays (figures 1.1a et 1.1b) mais, à l'échelle de la région, elle n'a progressé que de 1,2 pour cent entre 1993 et 2003 et de 0,1 pour cent par an en moyenne (tableau 1.3). Parmi les exceptions, le Chili a régulièrement enregistré des taux de croissance remarquables et il est aujourd'hui le pays qui a le niveau de productivité le plus élevé de toutes les économies de la région pour lesquelles il existe des données comparables sur le plan international (figure 1.1b). Le Chili est aussi l'un des rares pays de la région dont le ratio emploi/population ait sensiblement augmenté depuis 1980, passant de 42,4 pour cent à 49,1 pour cent en 2001. La plupart des

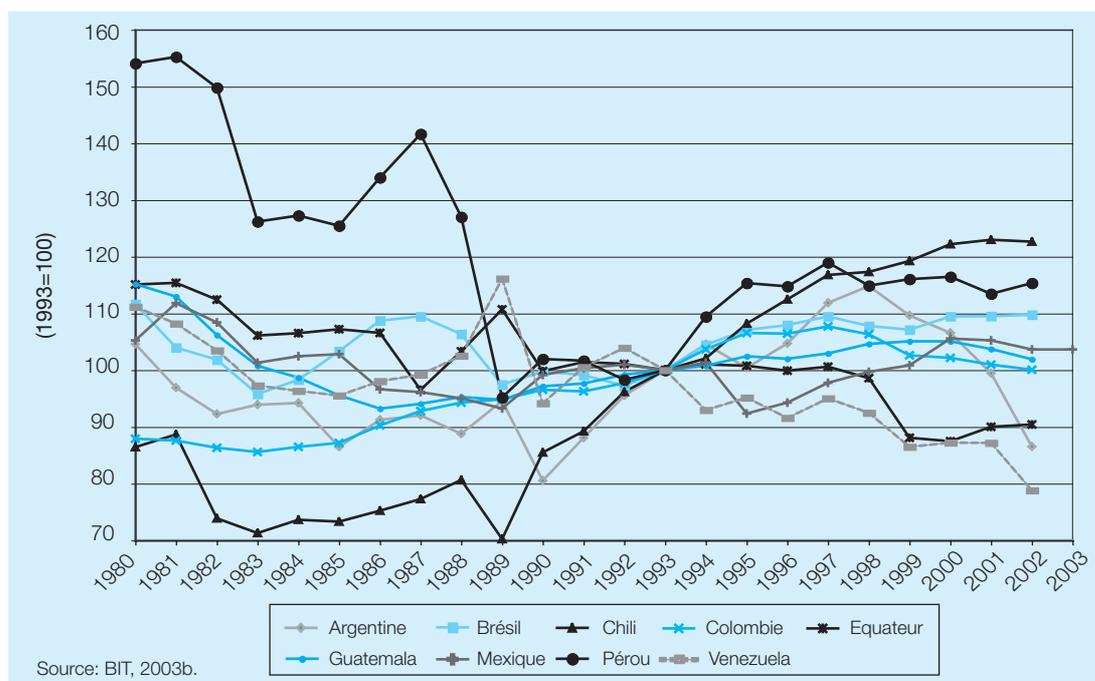
### Encadré 1.3. Information sur le marché du travail urbain et rural

Deux publications du BIT analysent plus particulièrement les tendances du marché du travail de l'Amérique latine et des Caraïbes: *Panorama Laboral*, publié par le Bureau de l'OIT à Lima, et, dans les *Tendances mondiales de l'emploi*, publiées au siège de Genève, la partie du premier chapitre qui est consacrée à la région. Ces deux rapports traitent de la même région mais sous des angles différents. Le premier rend compte de l'évolution du marché du travail des villes et le deuxième porte aussi bien sur les zones urbaines que sur les zones rurales. Les résultats sont donc eux aussi différents, notamment en ce qui concerne le taux de chômage, que *Panorama Laboral* situe autour de 10 pour cent et les *Tendances* autour de 8 pour cent en 2003. En outre, alors que *Panorama Laboral* fait état d'une quasi-stagnation du chômage entre 2002 et 2003, les *Tendances*, elles, font état d'une baisse d'un point de pourcentage.

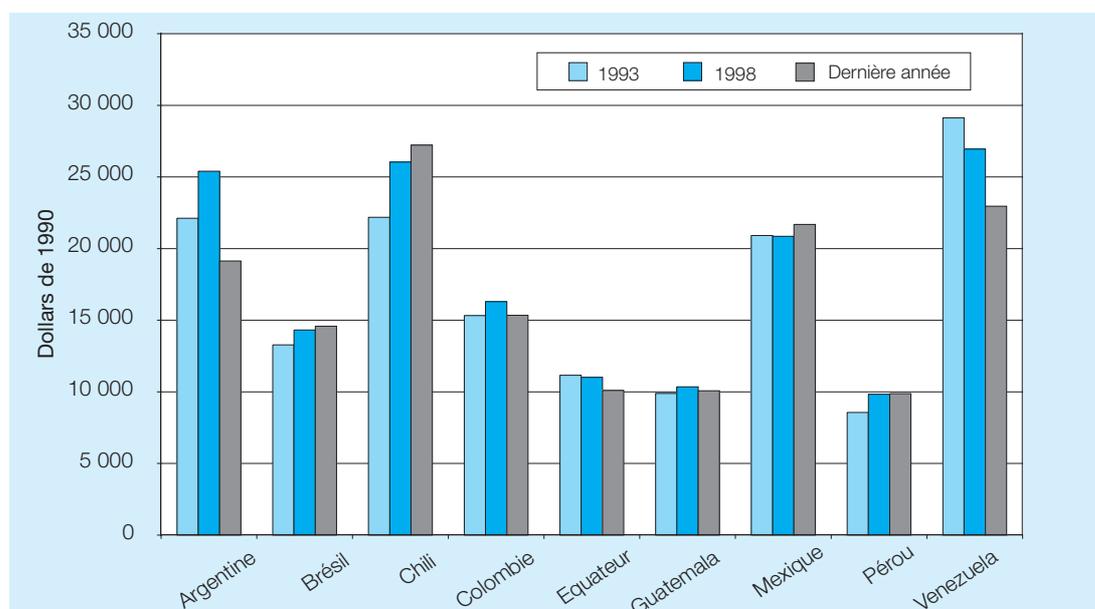
Bien que les chiffres du marché du travail urbain soient souvent plus sûrs que ceux du marché du travail rural, il est important de ne pas se contenter des premiers, surtout à propos des économies dont le secteur agricole est l'employeur principal. Ainsi, les écarts qui existent forcément traduisent les efforts déployés pour donner l'image la plus exacte possible en utilisant toute l'information disponible. Le fait que les taux de chômage urbain soient plus élevés et stagnent est révélateur des problèmes posés par le processus d'urbanisation en cours dans de nombreux pays de la région.

Source: BIT, 2003b et 2004d.

**Figure 1.1a. Croissance de la production par personne employée en Amérique latine et aux Caraïbes (ensemble de l'économie pour certains pays, de 1980 à la dernière année disponible)**



**Figure 1.1b. Production par personne employée en Amérique latine et aux Caraïbes (ensemble de l'économie pour certains pays et certaines années)**



Note: La dernière année disponible est 2003 pour le Mexique et 2002 pour tous les autres pays. La figure 1.1a montre uniquement l'évolution de la productivité du travail et la figure 1.1b en indique le niveau. Un pays qui a des taux de croissance plus élevés que d'autres au fil des années n'a pas forcément des niveaux de productivité du travail plus élevés. Pour faciliter la comparaison, la figure 1.1a a été établie en prenant l'année 1993 pour année de base, ce qui situe tous les pays sur la même échelle, la valeur de la productivité du travail de 1993 étant la même pour tous. Par conséquent, le pays qui a la plus forte croissance de la productivité depuis 1993 est celui dont la ligne dépasse celle des autres après cette date.

Source: BIT, 2003b.

autres économies ont des niveaux de productivité supérieurs à ceux de 1993 mais inférieurs à ce qu'ils étaient dans les années quatre-vingt (figure 1.1a). Outre le Chili, l'Argentine a connu une progression prometteuse de sa productivité jusqu'en 1998, année à partir de laquelle la tendance s'est inversée puis a chuté avec la crise économique de 2001. Au Pérou, une forte hausse a été enregistrée entre 1993 et 1997 mais elle a pris fin par la suite. Dans les autres pays, soit la productivité n'a que légèrement augmenté au cours de ces dix dernières années (c'est le cas du Brésil, de la Colombie, du Guatemala et du Mexique), soit elle a diminué (en Equateur et au Venezuela notamment) (figures 1.1a et 1.1b).

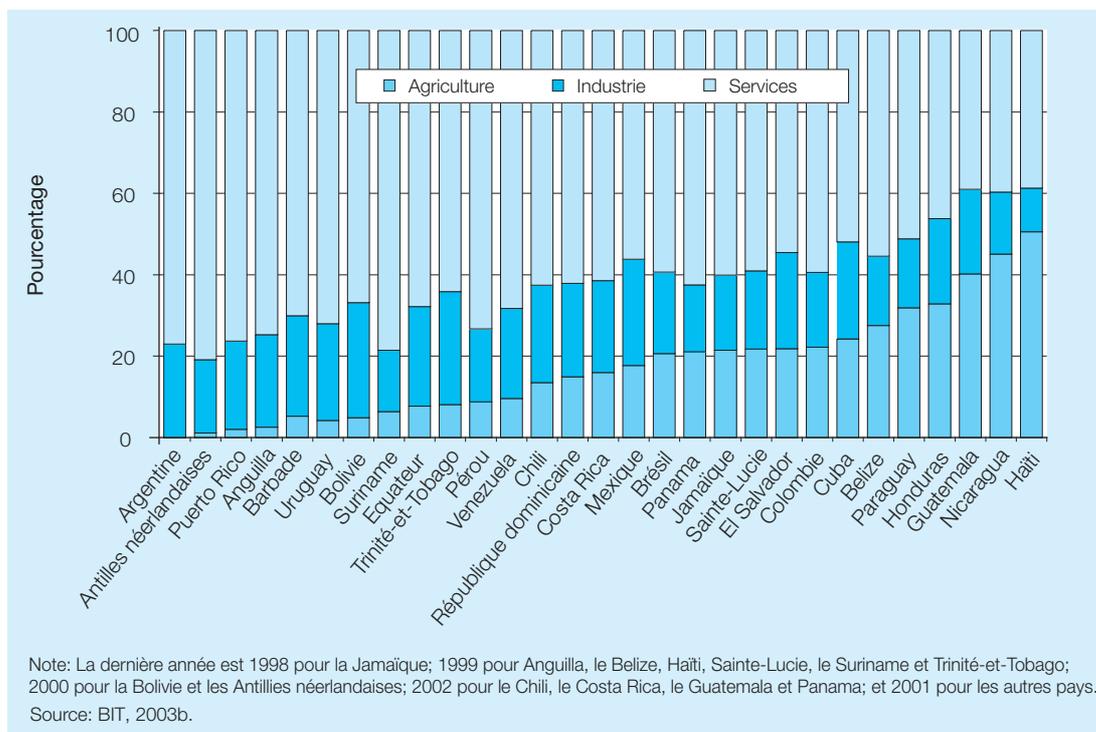
Compte tenu de l'importance de l'agriculture dans de nombreuses économies de la région (figure 1.2), il est utile d'examiner l'évolution de la productivité dans ce secteur<sup>6</sup>. Là encore, la situation est très inégale: en Haïti, où l'agriculture représente plus de 50 pour cent de l'emploi total, la productivité agricole a chuté de 24,5 pour cent entre 1993 et 2001<sup>7</sup>, alors qu'à l'opposé, au Brésil, où la part de l'emploi agricole n'est que de 20,6 pour cent, la productivité agricole a augmenté de 65,3 pour cent (tableau 1.5). Le tableau ci-dessous montre que, dans certains pays, la productivité *et* l'emploi agricoles ont augmenté entre 1993 et la dernière année pour laquelle les chiffres existent.

Compte tenu de la très lente progression de la productivité, de la stagnation de la création d'emplois et de l'augmentation du chômage dans la plupart des économies de la région, il n'est pas surprenant que la proportion de travailleurs qui vivent avec 1 dollar par jour n'ait pas beaucoup diminué depuis 1993 (figure 1.3). Le nombre total de personnes qui travaillent mais ne gagnent pas suffisamment pour décoller, eux-mêmes et leurs familles, du seuil de pauvreté de 1 dollar par jour, a atteint 30 millions pour la première fois en 2003 malgré la reprise économique mondiale. Néanmoins, le pourcentage a légèrement baissé entre 2002 et 2003: de 13,7 à 13,5 pour cent. Pour ce qui est de la pauvreté des travailleurs au seuil de 2 dollars par jour, elle a beaucoup reculé au début des années quatre-vingt-dix mais les pourcentages ont de nouveau augmenté à partir de 1996 pour se stabiliser à des niveaux dépassant 32 pour cent de l'emploi total. La région a deux problèmes à résoudre par la création d'emplois décents et productifs. Elle doit, d'une part, donner aux travailleurs pauvres la possibilité d'améliorer leur situation et celle de leur famille, et d'autre part, réduire le chômage. Si ces deux problèmes ne sont pas résolus, l'Amérique latine et les Caraïbes verront s'éloigner encore leurs chances de réaliser les Objectifs de développement pour le Millénaire.

<sup>6</sup> Dans ce chapitre, les données concernant le secteur agricole englobent l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

<sup>7</sup> Les raisons de cette baisse sont multiples: manque d'investissements dans le secteur, fragmentation des exploitations et précarité des droits fonciers, forte imposition des produits de base, faible productivité d'une population rurale souvent sous-alimentée et dégradation de l'environnement, due à la déforestation, à l'érosion des sols, aux sécheresses et aux inondations (US Library of Congress, 2004; FAO, 2004).

**Figure 1.2. Part de l'emploi par secteur en Amérique latine et aux Caraïbes (pour certaines économies, dernière année disponible, en pourcentage)**

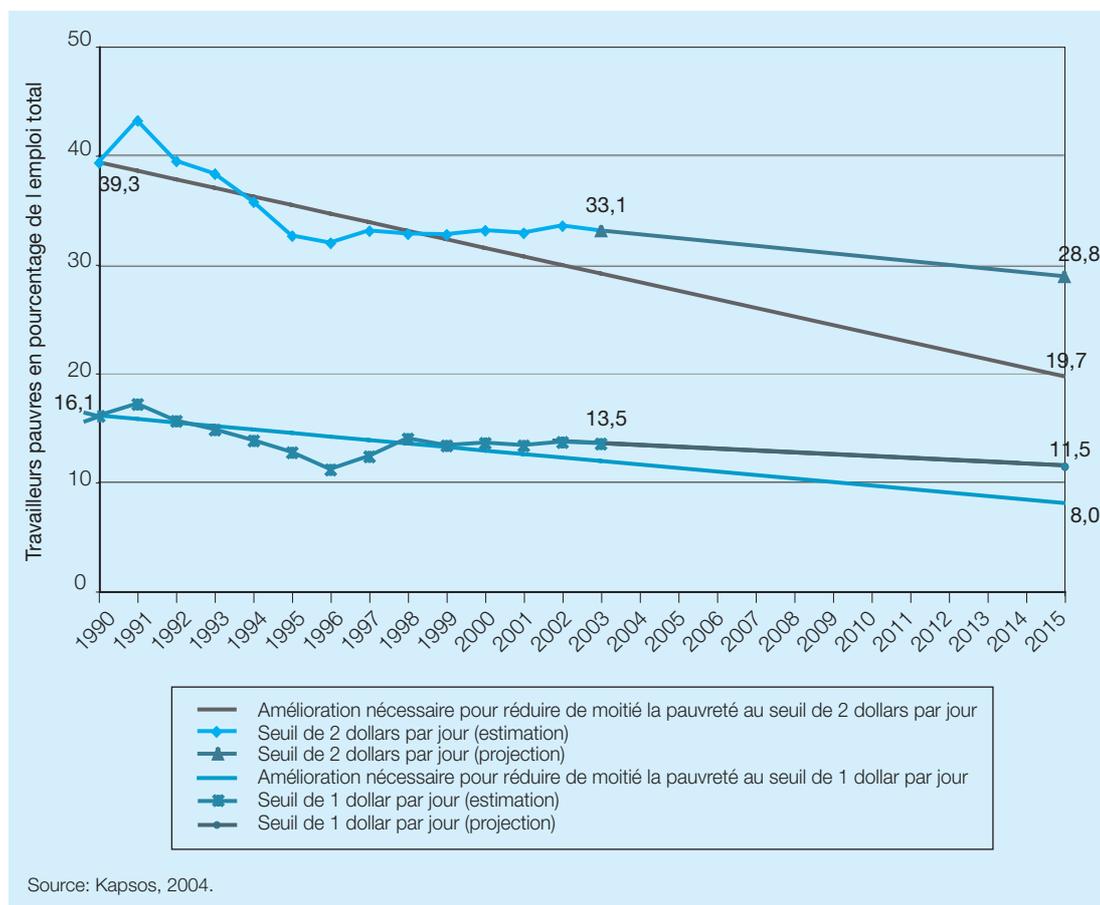


**Tableau 1.5. Indicateurs agricoles pour l'Amérique latine et les Caraïbes (1993 et dernière année disponible)**

	Evolution de la production par personne employée dans l'agriculture entre 1993 et la dernière année disponible (en %)	Evolution de l'emploi entre 1993 et la dernière année disponible (en %)
Argentine	25,9	-13,1
Brésil	65,3	-14,9
Chili	16,1	-9,5
Colombie	10,1	8,1
Costa Rica	35,3	1,5
République dominicaine	5,4	16,5
El Salvador	-2,7	-2,2*
Equateur	6,9	45,4
Guatemala	4,9	29,0**
Haïti	-24,5	n.d.
Honduras	-8,8	21,6
Mexique	39,6	-16,7
Nicaragua	16,2	68,9
Panama	39,6	24,7
Paraguay	8,8	24,5
Pérou	43,7	82,2
Uruguay	42,2	0,4
Venezuela	-0,6	16,7

Notes: La dernière année disponible est 2001 pour le Brésil et la République dominicaine, 1999 pour le Paraguay et 2002 pour tous les autres pays. \* De 1994 à la dernière année. \*\* De 1998 à la dernière année.  
Source: BIT, 2003b.

**Figure 1.3. Tendances de la pauvreté des travailleurs aux seuils de 1 et 2 dollars par jour en Amérique latine et aux Caraïbes**



Le BIT estime que, pour réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de travailleurs vivant avec 1 dollar par jour, la région a besoin d'une croissance annuelle de 3,5 pour cent. Certes, un tel taux n'a jamais été atteint au cours de ces dix dernières années (tableaux 1.3 et 1.4) mais, comme des signes fiables indiquent que la région est en train de renouer avec une croissance plus forte, l'objectif des 3,5 pour cent n'est peut-être pas irréalisable.

Outre la nécessité d'accélérer la croissance du PIB et de faire en sorte que cette croissance débouche sur la création d'emplois décents et productifs, les dirigeants de la région doivent remédier à la très inégale répartition des revenus (5 pour cent de la population la plus riche détient 25 pour cent du revenu, contre 13 pour cent dans les économies développées), au déclin de l'investissement public (dans l'enseignement surtout) et de l'investissement étranger direct, à la forte dépendance envers les marchés étrangers et à la relative médiocrité des structures administratives (BIT, 2004d; FMI, 2004; CEPALC, 2004).

## Asie de l'Est

L'Asie de l'Est<sup>8</sup>, dont le PIB augmente à un rythme annuel de 8,3 pour cent depuis 1993, vient de connaître dix années d'une croissance remarquable (tableau 1.3) qui devrait se maintenir à court terme<sup>9</sup>. Cette croissance est en majeure partie imputable à la Chine<sup>10</sup>, économie la plus vaste de la région, mais aussi à des pays plus petits comme la Mongolie. Toutefois, la forte croissance de la région n'a pas toujours débouché sur des créations d'emplois. Certes, le taux de chômage régional n'était que de 3,3 pour cent en 2003, mais cela représente une petite augmentation par rapport aux 3,1 pour cent de 2002 (tableau 1.3). La seule exception est celle de la Mongolie où le taux de chômage déclaré a régulièrement baissé ces dernières années – de 4,6 pour cent en 2000 à 3,4 pour cent en 2002 – après une forte hausse du PIB<sup>11</sup>.

Le chômage a continué de grimper en Chine et en République de Corée où l'on commence là aussi à parler de «croissance sans emplois». En République de Corée plus particulièrement, cela fait craindre un «évidement» de l'industrie manufacturière car les activités intensives en main-d'œuvre subissent la concurrence farouche de la Chine, où de nombreuses entreprises vont s'installer pour profiter du faible coût du travail (Xie et Lam, 2004). Et, en Chine, l'emploi manufacturier a beaucoup diminué au cours de la décennie écoulée en raison de la réduction des effectifs des entreprises d'Etat. Le gouvernement de la République de Corée a récemment pris des mesures pour remédier à la situation de l'emploi dans le cadre de l'application du Pacte social pour la création d'emplois (voir encadré 1.4).

La forte croissance économique de la région se reflète également dans les chiffres de la productivité du travail. De 1993 à 2003, celle-ci a augmenté de 75 pour cent, soit une croissance annuelle de 5,8 pour cent (tableau 1.3). La figure 1.4a décrit la croissance de la productivité du travail des économies d'Asie de l'Est pour lesquelles il existe des données comparables à l'échelle internationale. Depuis 1993, cette croissance a été forte en Chine, à Taïwan, Chine, en République de Corée et dans une moindre mesure à Hong-kong, Chine. Avant 1993, année à partir de laquelle la productivité de la Chine a commencé à progresser

<sup>8</sup> La région de l'Asie de l'Est se compose de la Chine, de la République populaire démocratique de Corée, de Hong-kong, Chine, de Macao, Chine, de la Mongolie, de la République de Corée et de Taïwan, Chine.

<sup>9</sup> Selon l'Agence internationale de l'énergie, la croissance du PIB et celle de l'emploi pourraient ralentir au deuxième semestre de 2004, surtout si le cours du pétrole reste élevé. La forte dépendance de la région envers le pétrole est une arme à double tranchant car l'augmentation de la demande résultant de la croissance économique fait grimper les cours et, du même coup, le gros de la facture incombe à la région elle-même. Ce sont surtout les pays importateurs de pétrole, comme la Chine, qui pâtiront de cette hausse soutenue, non seulement parce qu'ils sont tributaires de l'or noir mais aussi parce qu'ils l'utilisent de façon moins rationnelle. En moyenne, les pays en développement importateurs de pétrole consomment deux plus fois de pétrole par unité produite que les pays de l'OCDE. C'est pourquoi, en 2004, la Chine devrait voir son PIB baisser de 0,8 pour cent et son taux d'inflation augmenter de près de 1 pour cent (Agence internationale de l'énergie, 2004).

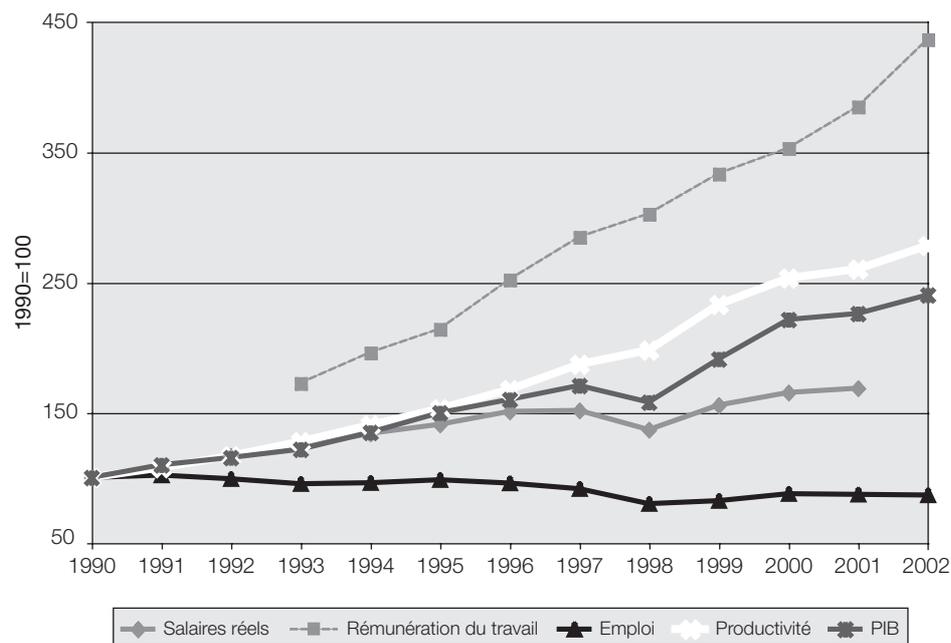
<sup>10</sup> La croissance de la production chinoise est importante non seulement pour l'Asie de l'Est mais aussi pour l'économie mondiale. On prévoit en effet qu'en 2004 la croissance du PIB de la Chine représentera 15 pour cent de la croissance mondiale, ce qui est d'autant plus remarquable que la part du PIB chinois dans le PIB mondial n'est que de 4 pour cent (Banque asiatique de développement, 2004).

<sup>11</sup> A noter cependant que le chômage de la Mongolie est probablement sous-évalué dans la mesure où peu de chômeurs sont déclarés (Banque asiatique de développement, 2004).

#### Encadré 1.4. Le pacte social pour la création d'emplois en République de Corée

L'économie coréenne ne s'est pas entièrement remise de la crise financière de la fin des années quatre-vingt-dix. La croissance économique a été freinée par le déclin de la production agricole et des services de détail ainsi que par la baisse d'activité dans le secteur manufacturier. Dans ce secteur, la valeur ajoutée n'a augmenté que de 4,8 pour cent en 2003, contre 6,3 pour cent l'année précédente (Banque asiatique de développement, 2003). Parallèlement, la productivité et les salaires réels n'ont cessé d'augmenter depuis 1998. La rémunération du travail (rémunération horaire directe plus les cotisations de l'employeur à l'assurance sociale et autres taxes sur le travail) a augmenté plus rapidement, ce qui a eu des conséquences non négligeables sur la compétitivité des salaires de l'industrie.

Evolution de l'emploi, de la productivité, des salaires réels et de la rémunération du travail, secteur manufacturier, 1990-2002



Source: Banque asiatique de développement, 2002 et 2003; BIT, 2003b; US Bureau of Labor Statistics, 2004.

En février 2004, une commission tripartite composée de représentants des travailleurs, des employeurs et du gouvernement, qui s'est fixé pour objectifs prioritaires la création d'emplois et l'amélioration des relations du travail, a élaboré un pacte social pour la création d'emplois. Le but de ce pacte est d'améliorer la situation des travailleurs grâce au dialogue tripartite et de:

- rechercher des solutions au problème chronique de l'insécurité de l'emploi et surtout du chômage des jeunes;
- faciliter l'insertion des femmes et aussi des travailleurs d'âge mûr dans le marché du travail;

- renforcer l'esprit de coopération dans les relations du travail en précisant le rôle de chaque acteur économique;
- garantir la compétitivité des salaires en tenant compte des intérêts de toutes les parties (travailleurs, employeurs et gouvernement).

La République de Corée considère que le pacte social pour la création d'emplois constitue un pas en avant vers une collaboration constructive entre les travailleurs, les employeurs et le gouvernement. L'adoption de lois définissant clairement les droits et obligations de toutes les parties concernées devrait créer un climat plus propice à l'investissement étranger et se traduire par des investissements supplémentaires et des créations d'emplois.

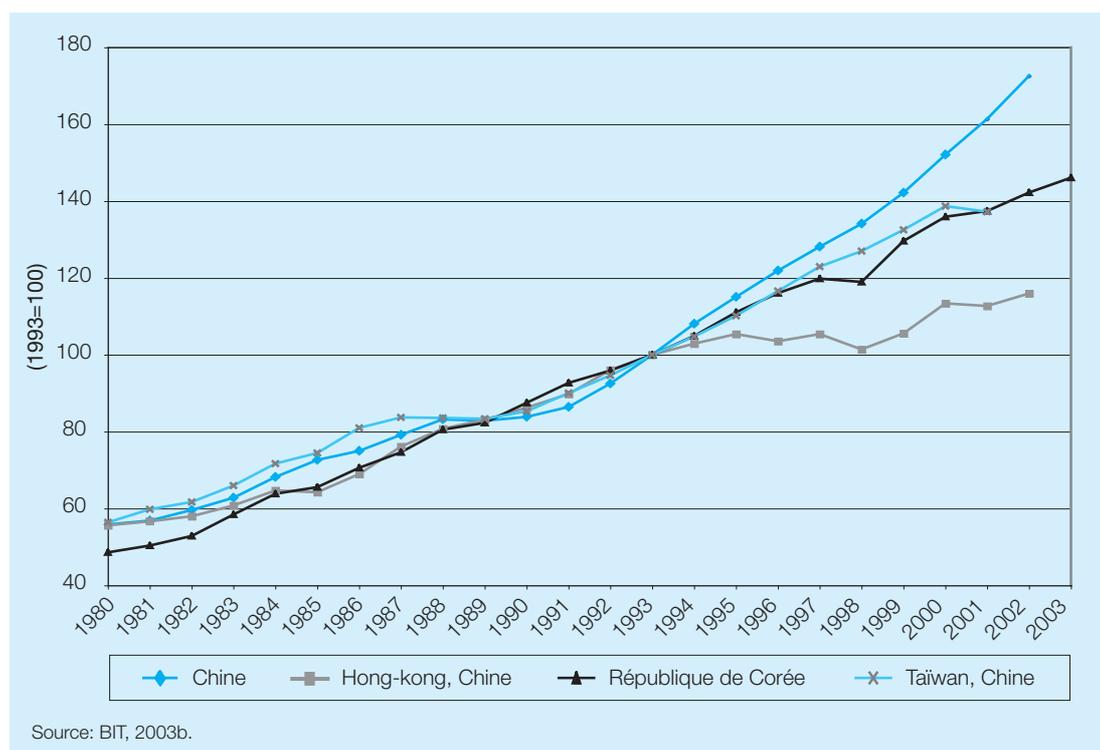
Source: Ministère du Travail de la République de Corée, 2004; Banque asiatique de développement, 2002, 2003 et 2004.

rapidement, la courbe était plus ou moins la même pour toutes les économies de la région. Récemment, la progression s'est ralentie à Hong-kong, Chine, à Taïwan, Chine, et dans une moindre mesure en République de Corée, mais elle a continué à s'accélérer en Chine. Il ne faut pas oublier que la forte croissance de la productivité du travail de la Chine s'explique en partie par le fait qu'elle était relativement plus faible au départ que celle de Hong-kong, Chine, de Taïwan, Chine, et de la République de Corée, et que la rapidité de sa progression est donc en grande partie imputable au processus de «rattrapage» (figure 1.4.b).

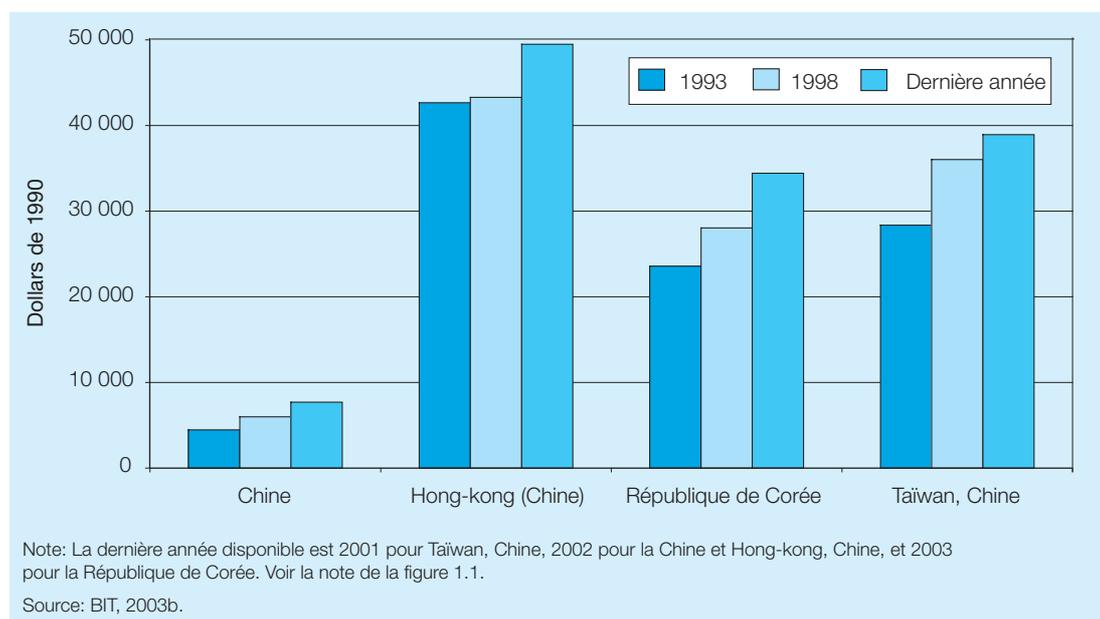
En 1993, la productivité de la République de Corée était près de cinq fois plus élevée que celle de la Chine et celle de Hong-kong, Chine, près de dix fois plus élevée. En 2003, les écarts s'étaient rétrécis, les niveaux de productivité de la République de Corée et de Hong-kong, Chine, n'étant plus, respectivement, que de quatre et un peu plus de six fois supérieurs à celui de la Chine. En 1993, la production par personne employée de la Chine était de 4 463 dollars E.-U. et, en 2002, elle était passée à 7 704 dollars E.-U., soit un bond de 6,3 pour cent par an pendant toute la décennie. Durant la même période, la progression annuelle a été plus lente à Hong-kong, Chine – 1,7 pour cent –, en République de Corée – 4,3 pour cent – et à Taïwan, Chine – 3,6 pour cent.

Grâce à sa forte croissance et à des taux de chômage relativement faibles, l'Asie de l'Est est en passe de réaliser l'Objectif de développement pour le Millénaire qui consiste à réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour. A vrai dire, la Chine a déjà atteint cet objectif. De plus, comme sa population active représente 95 pour cent de celle de l'Asie de l'Est, cela signifie que la région a elle aussi divisé par deux le nombre de ses travailleurs pauvres depuis 1990. Le nombre de travailleurs qui ne peuvent vivre et faire vivre leur famille au-dessus du seuil de pauvreté de 1 dollar par jour est tombé de 242 millions en 1990 à 139 millions en 2003, soit une réduction de 43 pour cent. Si la croissance se poursuit à son rythme actuel, la proportion de travailleurs vivant aux seuils de pauvreté 1 et de 2 dollars par jour devrait diminuer de plus de la moitié d'ici à 2015 (figure 1.5 et tableau 1.1).

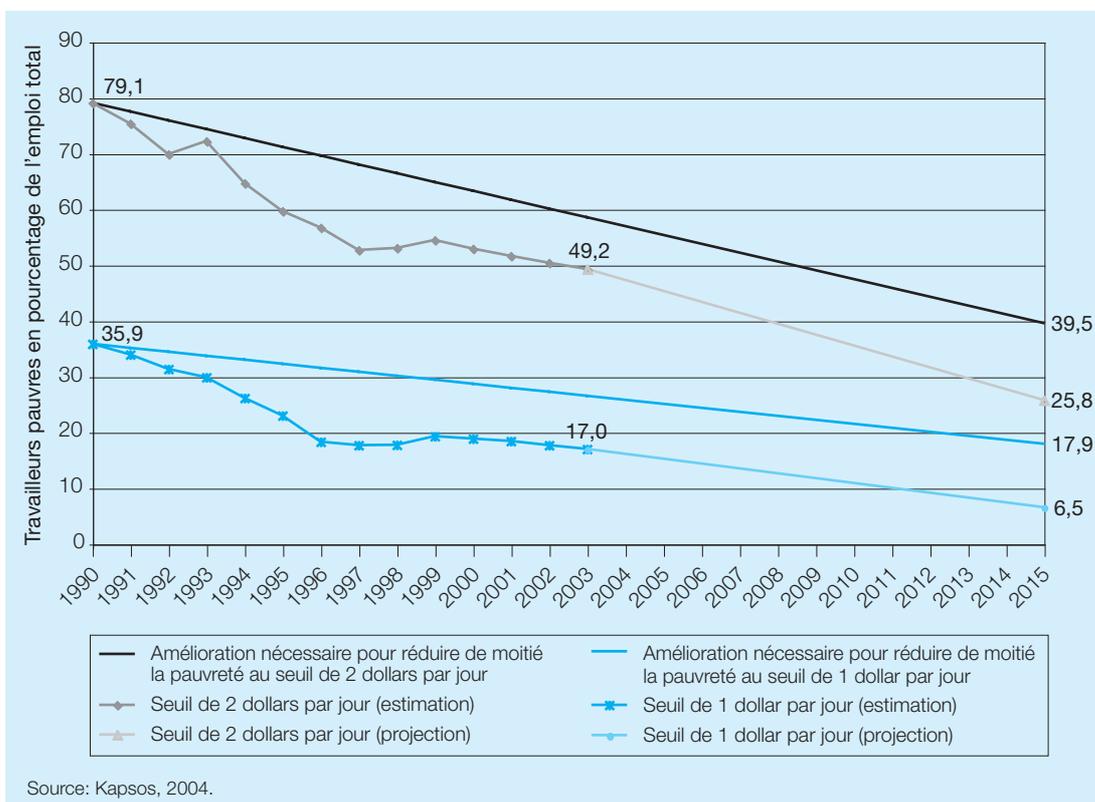
**Figure 1.4a. Croissance de la production par personne employée en Asie de l'Est (ensemble de l'économie pour certains pays et territoires, de 1980 à la dernière année disponible)**



**Figure 1.4b. Production par personne employée en Asie de l'Est (ensemble de l'économie pour certains pays et territoires et certaines années)**



**Figure 1.5. Tendances de la pauvreté des travailleurs aux seuils de 1 et 2 dollars par jour en Asie de l'Est, 1990-2015**



A noter toutefois qu'en Chine le recul de la pauvreté des travailleurs en chiffres absolus a été favorisé, entre autres, par l'amélioration de la situation dans les zones rurales. Or le développement rural marque le pas depuis 2000 et le reste des travailleurs pauvres du pays se trouve en grande partie dans les régions rurales isolées, dont les terres sont dégradées (Banque asiatique de développement, 2004). En conséquence, pour atteindre à coup sûr l'objectif de réduction de la pauvreté, il faut améliorer encore les stratégies destinées à répondre aux besoins particuliers des populations défavorisées des campagnes (voir le chapitre 3).

Dans les économies telles que la République de Corée où, grâce au développement économique du passé, la pauvreté au seuil de 1 dollar par jour n'est plus la première cause de préoccupation, le problème majeur est celui de la montée constante du chômage des jeunes. Le nombre de jeunes qui entrent dans la vie active augmente mais les débouchés qui s'offrent à eux se font rares en raison du peu d'emplois créés (BIT, 2004c). L'autre tâche à laquelle doit s'atteler la République de Corée est d'améliorer la compétitivité de son secteur manufacturier tout en stimulant la croissance, la productivité et l'emploi dans le secteur tertiaire et plus particulièrement dans le commerce de détail.

### Asie du Sud-Est et Pacifique

L'ensemble des indicateurs du marché du travail pour la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique<sup>12</sup> s'est détérioré au cours des dix dernières années, notwithstanding les quelques améliorations observées récemment. Pendant cette période, les taux de chômage ont gagné plus de deux points de pourcentage (pour s'établir à 6,3 pour cent en 2003) et le ratio emploi/population a diminué, reflétant en partie la tendance à mener de plus longues études; il semble, en effet, que les gens ne cherchent pas de travail dans la mesure où ils peuvent prolonger leur formation. Cela dit, l'augmentation des taux de chômage traduit l'insuffisance des débouchés sur le marché du travail, qui résulte en partie d'un accroissement de la main-d'œuvre de 2,4 pour cent par an (tableau 1.3) sous l'effet d'une démographie dynamique et d'une participation de plus en plus large à la vie active. Une autre raison expliquant la mauvaise tenue du marché du travail sur les dix dernières années est le fait que certaines économies ne se sont pas encore remises de la crise asiatique. C'est particulièrement vrai de l'Indonésie, l'économie la plus importante de la région (pour plus de détails, voir l'encadré 1.5). Enfin, les entreprises publiques du Cambodge et du Viet Nam continuent de licencier à tour de bras.

Depuis 1993, la tendance à la hausse de la productivité a été nettement plus faible dans les autres sous-régions d'Asie, mais plus forte que dans la plupart des autres régions en développement. La productivité du travail a connu une croissance annuelle de 2 pour cent (tableau 1.3), son niveau de 2003 étant supérieur de 21,6 pour cent à celui de 1993. La crise asiatique en 1997/1998 est venue interrompre une tendance à la hausse plus soutenue. Si la crise n'a pas beaucoup affecté la productivité des économies les moins avancées telles que le Myanmar, les Philippines et le Viet Nam, en revanche les économies les plus touchées de la région n'ont retrouvé que récemment leur productivité d'avant la crise (figures 1.6a et 1.6b). Le Myanmar et le Viet Nam ont enregistré le gain de productivité le plus important, indiquant un resserrement des niveaux de productivité de la région. Mais les écarts demeurent importants. La figure 1.6b montre le vaste fossé qui sépare la production totale par personne employée dans les économies pour lesquelles on dispose d'estimations comparables au plan international. Au Myanmar, la valeur ajoutée par travailleur ne représente encore qu'un dixième de celle de Singapour. Même en Malaisie, l'une des économies les plus avancées de la région, la valeur ajoutée par travailleur ne représente environ qu'un tiers de celle de Singapour. Naturellement, on ne saurait expliquer cette différence par la capacité de travail des gens ou par leur motivation; en fait, une personne au Myanmar peut travailler de plus longues heures et dans des conditions physiquement nettement plus pénibles que quelqu'un à Singapour; mais, parce que les activités sectorielles sont différentes au Myanmar, que les niveaux

<sup>12</sup> La région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique se compose des pays et territoires suivants: Brunéi Darussalam, Cambodge, Iles Cook, Fidji, Guam, Iles Salomon, Indonésie, Kiribati, République démocratique populaire lao, Malaisie, Myanmar, Nouvelle-Calédonie, Iles Mariannes du Nord, Iles du Pacifique (territoire sous tutelle), Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Polynésie française, Samoa, Samoa américaine, Singapour, Thaïlande, République démocratique du Timor oriental, Tonga, Tuvalu et Viet Nam.

de compétence y sont peut-être plus faibles et les technologies moins avancées, leur quantum de travail absorbé ne se traduit pas par une production égale à celle d'un travailleur de Singapour.

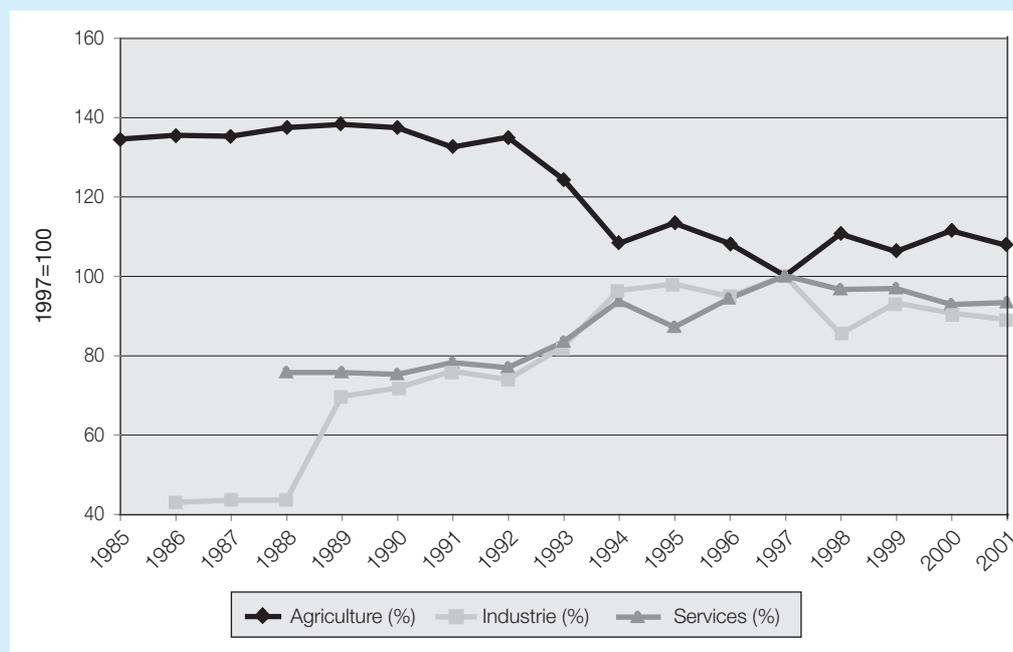
Les écarts sont encore plus importants dans la productivité du secteur agricole. Au Viet Nam, par exemple, même si la production par employé du secteur agricole a augmenté de 30 pour cent depuis 1980, la Malaisie produit encore 80 fois plus par employé de ce secteur (en valeur ajoutée) que le Viet Nam (BIT, 2003b). De nouveau, cela ne tient pas à la motivation des gens, mais probablement à l'absence de technologie et de formation. S'agissant d'atteindre les

#### Encadré 1.5. Indonésie: Pourquoi les institutions sont importantes

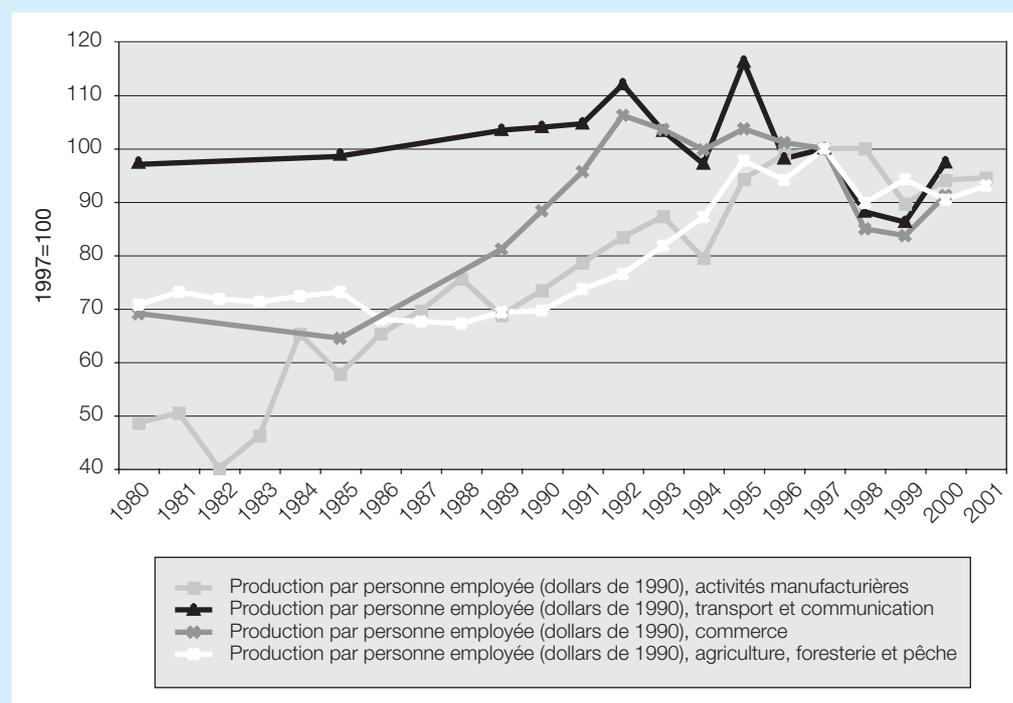
De 1967 à 1997, sous le nouveau régime de Suharto, le PIB de l'Indonésie a augmenté de 7 pour cent par an. Cette forte croissance, due essentiellement aux taux élevés des exportations à forte intensité de main-d'œuvre, s'est accompagnée d'une importante réduction de la pauvreté et d'une diversification de l'économie, jusqu'alors à prédominance agricole. Ce développement s'appuyait sur des politiques macroéconomiques fortes et était soutenu par des politiques commerciales de plus en plus libérales, des politiques favorables aux investissements étrangers ainsi que par les politiques du secteur financier. Mais, dans le même temps, les institutions sociales, financières, juridiques et politiques de base ne se sont pas développées dans les mêmes proportions. L'absence d'institutions, conjuguée à une corruption importante sous le régime de Suharto, a fait de l'Indonésie un pays vulnérable aux chocs. Lorsque la crise financière asiatique a frappé en 1997, l'absence d'institutions fortes, le manque de cohésion sociale et le préjudice considérable causé par la corruption ont rendu la gestion de la crise plus difficile et plus coûteuse pour l'Indonésie que pour les autres pays, comme en témoignent les niveaux de productivité enregistrés dans tous les secteurs. Alors que, dans certaines autres économies de la région, la productivité a vite retrouvé les niveaux de croissance d'avant la crise, celle de l'Indonésie, dans les quatre secteurs d'activité pour lesquels on dispose de données, n'avait pas encore atteint ses anciens niveaux (figure 2 ci-après). On le remarque aussi à travers une tendance stagnante de la part du secteur agricole dans l'emploi. Jusqu'au moment où la crise s'est déclarée, l'Indonésie avait réduit cette part au profit du secteur industriel et du secteur des services. La crise a donné un coup d'arrêt à cette tendance (voir figure 1 ci-après), en partie à cause du retour des populations dans les campagnes après qu'elles n'eurent plus trouvé dans les villes aucune possibilité d'emploi, ne bénéficiant en pareille situation d'aucune protection sociale. On peut y voir un signe sérieux que le processus de développement a pris du retard du fait que les institutions sociales n'étaient pas en place. En outre, les taux de chômage, qui avoisinaient 4 pour cent avant la crise, se sont ensuite mis à grimper pour se stabiliser au-dessus de 6 pour cent. Enfin, l'économie informelle s'est développée au lendemain de la crise (comme en témoigne l'accroissement notable de la pauvreté des travailleurs aux seuils de 1 et 2 dollars par jour, voir la figure 4 ci-après). Le pourcentage de travailleurs au seuil de 2 dollars par jour n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la crise. Tous ces développements ont entraîné une stagnation du PIB par habitant (voir figure 3 ci-après) et paralysé les efforts de réduction de la pauvreté.

(suite au verso)

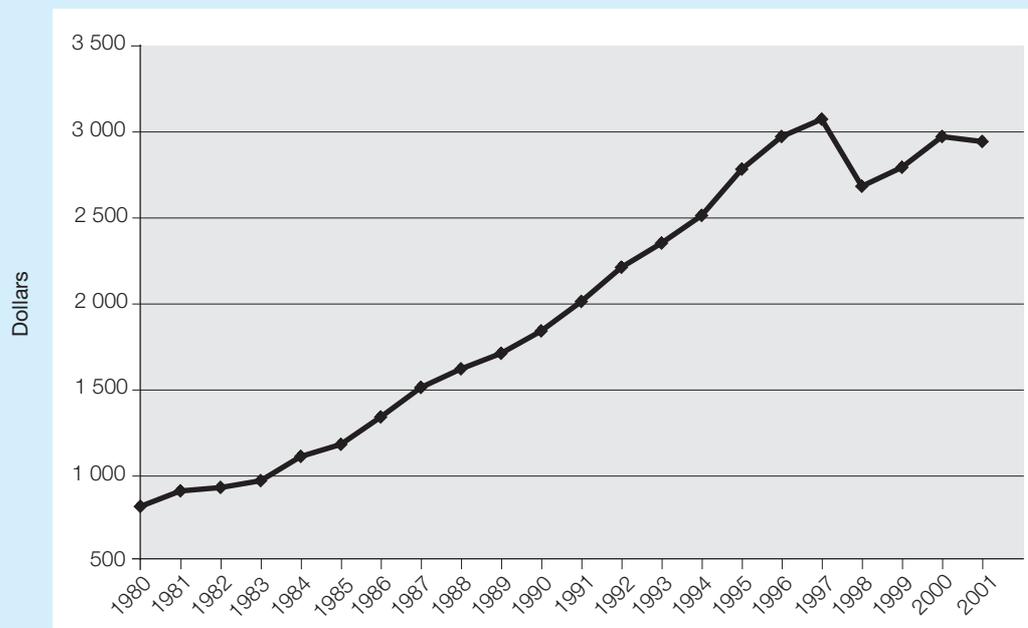
## 1. Parts de l'emploi



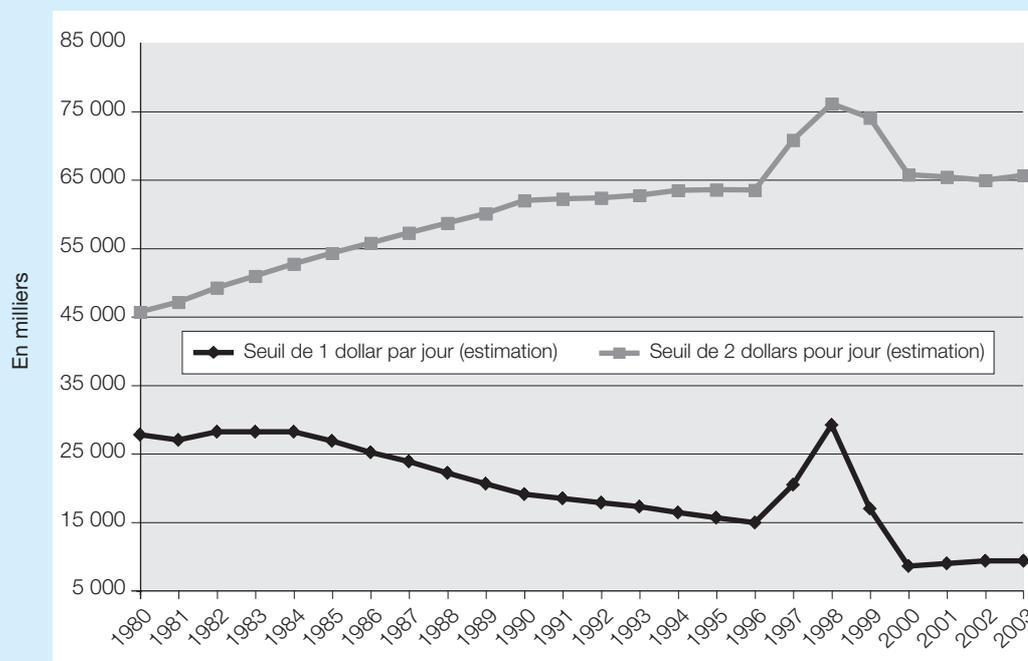
## 2. Production par personne employée (certains secteurs d'activité)



### 3. PIB par habitant (PPA) (1980-2001)



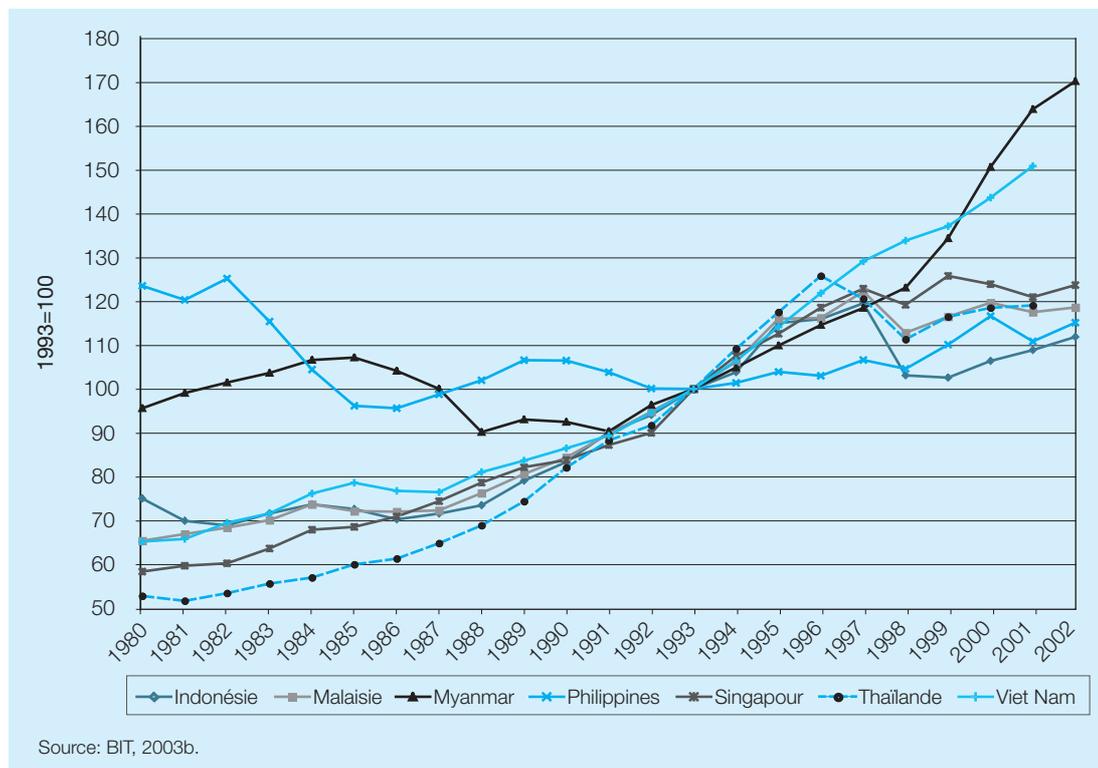
### 4. Tendances de la pauvreté des travailleurs aux seuils de 1 et 2 dollars par jour



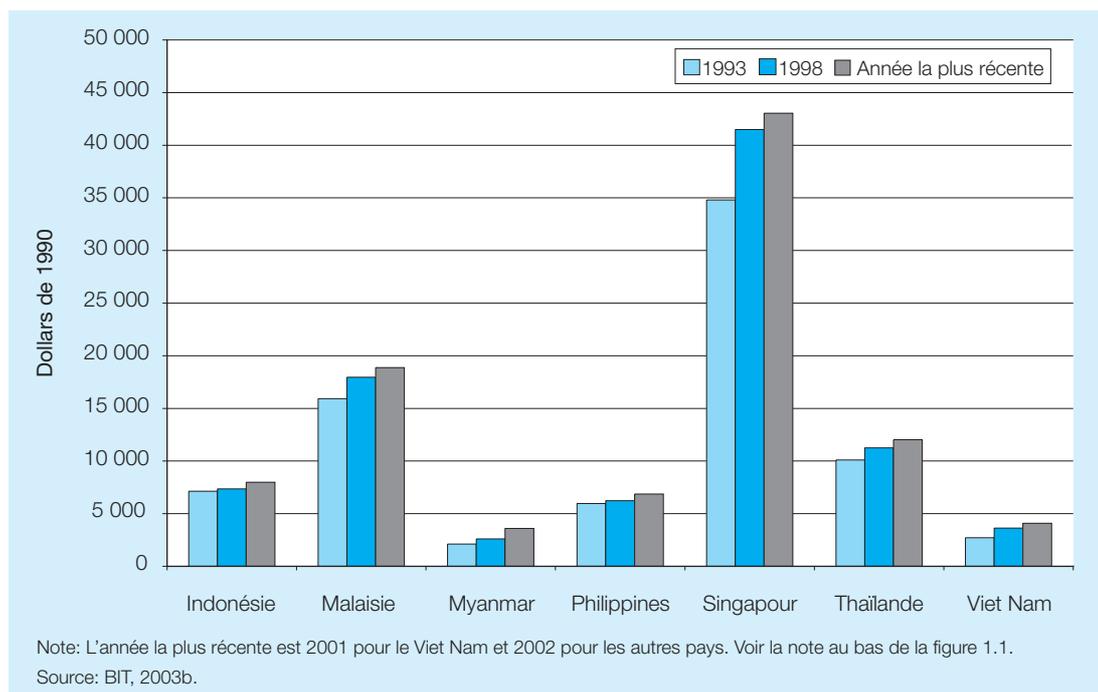
Note: Les données sectorielles pour la productivité comprennent différents corps de données relatifs à l'emploi. En ce qui concerne l'agriculture, les données pour la productivité et celles pour l'emploi sont les mêmes; les données pour le secteur manufacturier et le secteur industriel sont à peu près comparables; et celles pour les communications et les transports peuvent s'utiliser comme indicateur du secteur des services.

Source: BIT, 2003b; Banque mondiale, 2004a, 2004b; Kapsos, 2004; calculs fondés sur ces données; Banque mondiale, 2004b; Amjad, 2004.

**Figure 1.6a. Croissance de la production par personne employée en Asie du Sud-Est (ensemble de l'économie pour certains pays, de 1980 jusqu'à l'année la plus récente)**



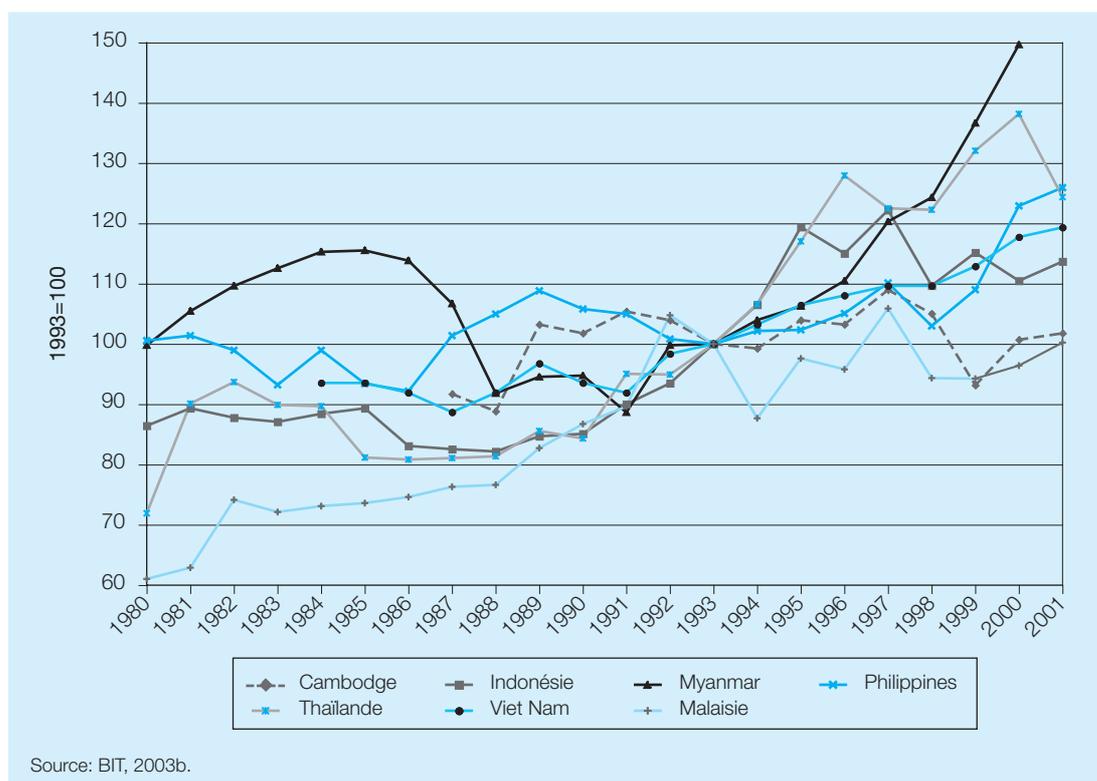
**Figure 1.6b. Production par personne employée en Asie du Sud-Est (ensemble de l'économie pour certains pays et certaines années)**



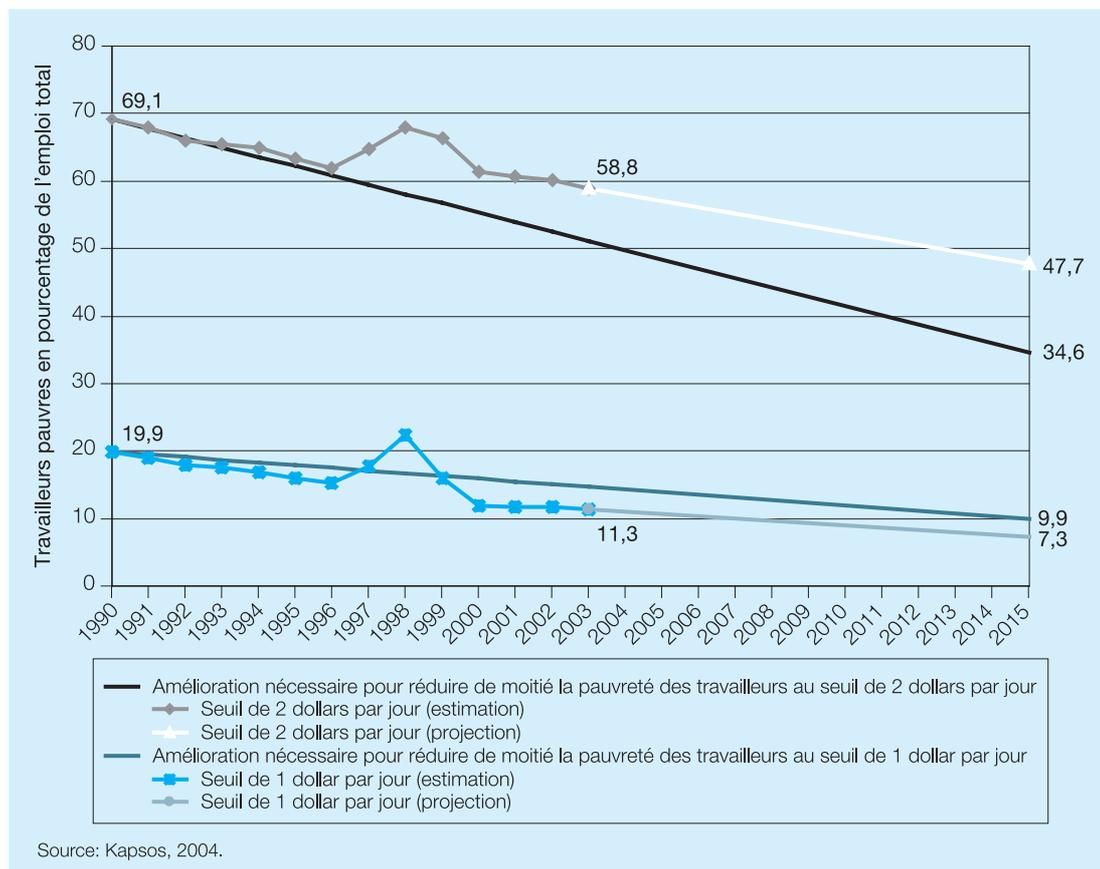
niveaux de productivité d'avant la crise, davantage de pays ont réussi à relancer la productivité de leur secteur agricole (figure 1.7) par rapport à la productivité globale (figure 1.6a). Cela signifie que le secteur des services et le secteur industriel ont relativement moins réussi à se rétablir de la crise que le secteur agricole.

Par suite d'une hausse spectaculaire de la productivité avant la crise et des résultats probants enregistrés par certaines économies grâce à leur manière de gérer et de surmonter la crise, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique devraient parvenir, d'ici à 2015, à réduire de moitié la pauvreté des travailleurs au seuil de 1 dollar par jour (figure 1.8 et tableau 1.2), car leur nombre a été pratiquement divisé par deux par rapport à 1990. S'agissant de réduire de moitié la pauvreté des travailleurs au seuil de 2 dollars par jour (leur part en pourcentage de l'emploi total étant de 58,8 pour cent en 2003), il est assez peu probable que cet objectif sera atteint, à moins qu'un autre miracle asiatique ne porte les taux de croissance à plus de 10 pour cent par an, soit plus du double du taux des dix dernières années. En outre, même si, pour l'instant, le taux de chômage n'est peut-être pas aussi important que dans d'autres régions, à supposer qu'il augmente au même rythme qu'au cours des dix dernières années, il dépasserait en 2015 les 10 pour cent. La pauvreté des travailleurs et le chômage empêcheraient dès lors de réduire notablement le nombre de travailleurs gagnant 2 dollars par jour (tableau 1.2).

**Figure 1.7. Production par personne employée dans l'agriculture en Asie du Sud-Est (certaines économies, de 1980 à l'année la plus récente)**



**Figure 1.8. Tendances de la pauvreté des travailleurs aux seuils de 1 et 2 dollars par jour en Asie du Sud-Est**



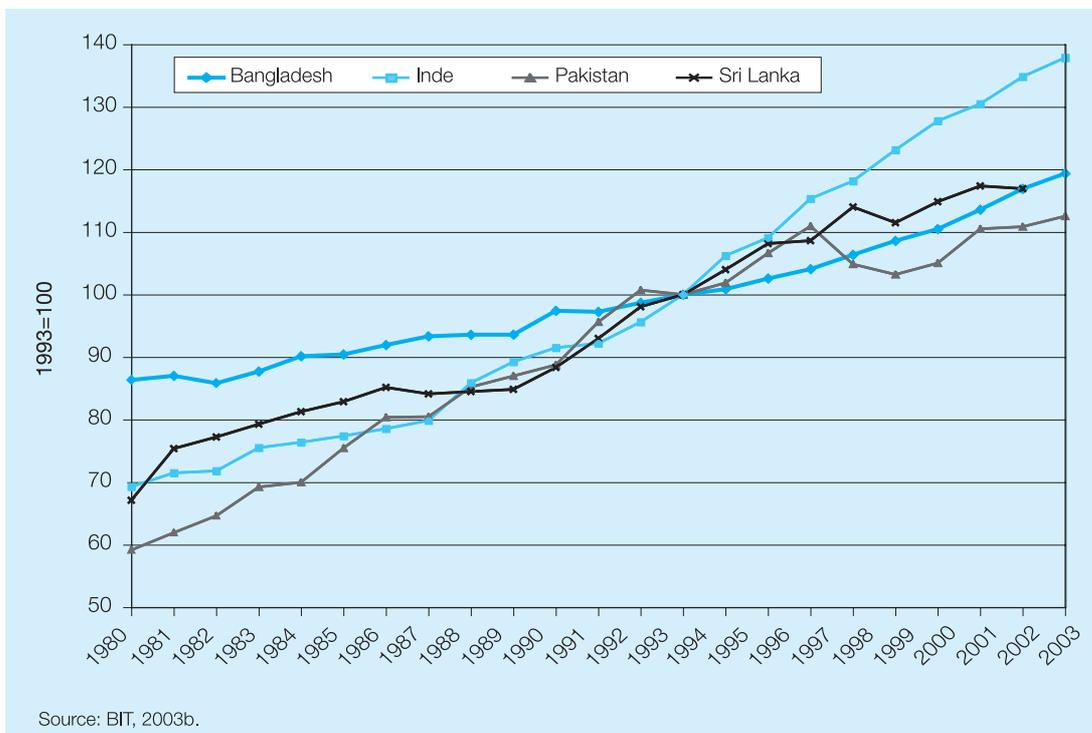
### Asie du Sud

Les ratios chômage/population et emploi/population n'ont pas beaucoup évolué au cours des dix dernières années, malgré une confortable hausse du PIB de plus de 5 pour cent en Asie du Sud<sup>13</sup>. Les taux de chômage frôlent les 5 pour cent et le ratio emploi/population s'élève à 57 pour cent, soit le même niveau qu'en 1993. Cela veut dire qu'il y a eu création d'emplois, mais juste assez pour absorber une main-d'œuvre croissante (et qui continue de croître au rythme de 2,3 pour cent par an). Le ratio emploi/population est faible; seule la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a un ratio plus faible.

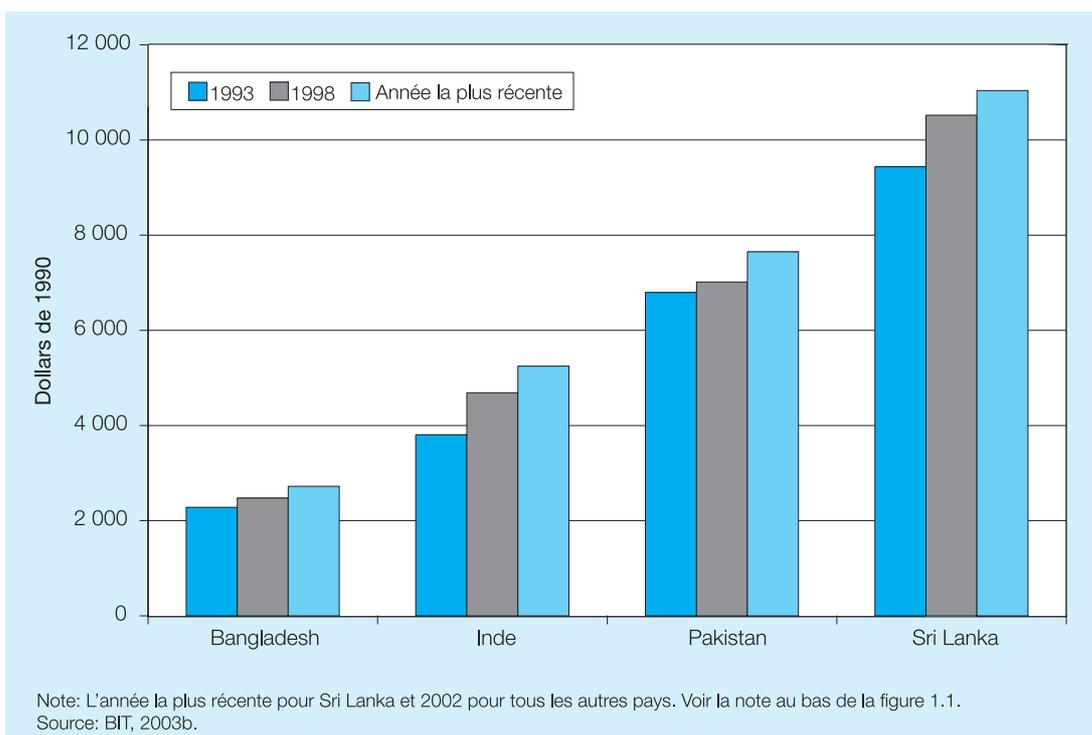
La région de l'Asie du Sud a vu sa productivité croître depuis 1993, à raison de 3,3 pour cent par an; en 2003, le niveau de productivité était supérieur de 37,9 pour cent à celui de 1993 (tableau 1.3). Ces tendances indiquent que, hormis l'Asie de l'Est, aucune autre région du monde n'a réussi à augmenter sa productivité autant que l'Asie du Sud. Les figures 1.9a et 1.9b montrent l'évolution et les

<sup>13</sup> La région de l'Asie du Sud se compose des pays suivants: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Pakistan et Sri Lanka.

**Figure 1.9a. Croissance de la production par personne employée en Asie du Sud (ensemble de l'économie pour certains pays, de 1980 à l'année la plus récente)**



**Figure 1.9b. Production par personne employée en Asie du Sud (ensemble de l'économie pour certains pays et certaines années)**



niveaux de la productivité dans certaines économies de la région. Ces niveaux varient considérablement d'une économie à l'autre. Alors que le Pakistan, le Bangladesh et Sri Lanka n'ont réussi qu'à améliorer légèrement leur productivité depuis 1993, l'Inde a été en mesure d'accroître la production par personne employée de près de 40 pour cent pendant la même période (pour plus de détails sur l'Inde, voir l'encadré 1.6). Le Pakistan et Sri Lanka ont bien commencé les années 1990. Mais, lorsque s'est déclarée la crise asiatique en 1997, la productivité au Pakistan est entrée dans une phase de récession qui a duré deux ans et n'a toujours pas retrouvé ses niveaux antérieurs. En 1998, Sri Lanka a enregistré une baisse de productivité, suivie, depuis lors, d'une période de quasi-stagnation.

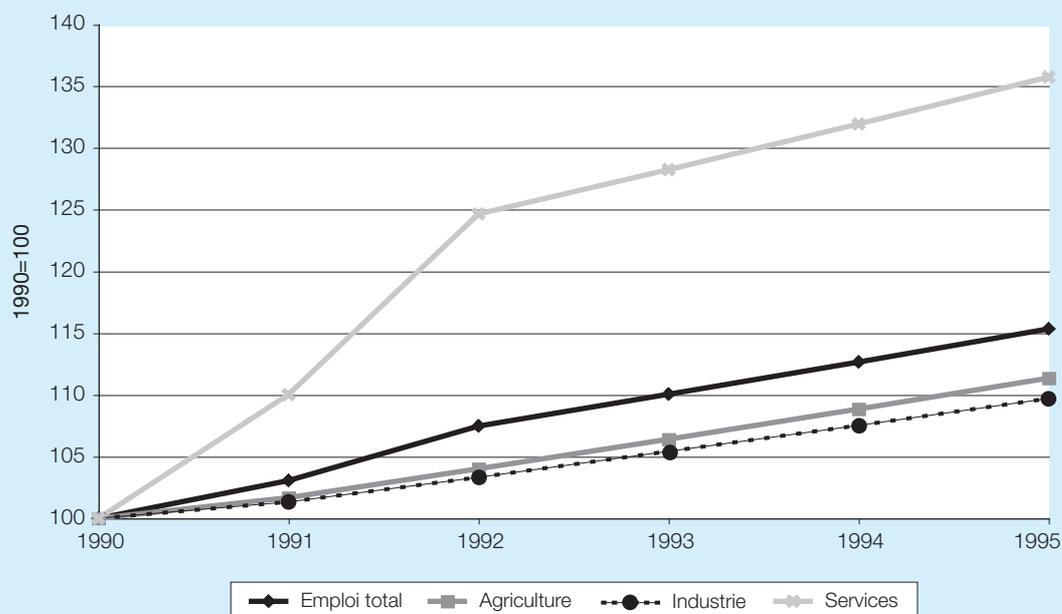
Les gains de productivité du secteur agricole ont été en moyenne inférieurs à ceux de la productivité totale; c'est là un revers d'importance pour une région où l'agriculture est la principale pourvoyeuse d'emplois (tableau 1.6). L'Inde, l'une des économies les plus performantes des années 1980 par la croissance de sa productivité agricole, a dû se contenter d'un gain de 12 pour cent depuis 1990. Dans le même temps, Sri Lanka a enregistré un gain de productivité de 40 pour cent. C'est au Pakistan et à Sri Lanka que la production par employé du secteur agricole est la plus élevée, atteignant le double de celle de l'Inde. Là encore, la motivation ou la volonté ne saurait être invoquée pour expliquer ces différences; sans doute faut-il chercher une explication dans les disparités sur le plan des compétences et de l'accès à la technologie.

#### **Encadré 1.6. Productivité, emploi et réduction de la pauvreté en Inde**

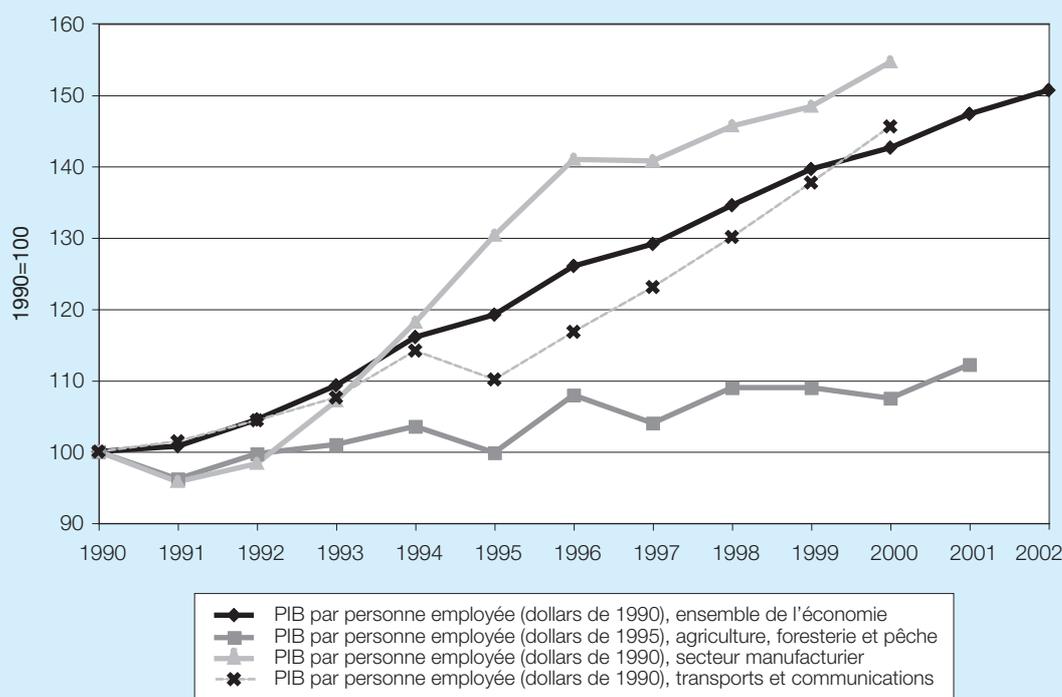
L'exemple de l'Inde illustre parfaitement le fait que le gain de productivité va généralement de pair avec la croissance de l'emploi et la réduction de la pauvreté. Dans ce cas spécifique, c'est vrai pour les trois secteurs, encore que les écarts en termes de création d'emplois étaient considérables. Le secteur des services a enregistré une progression spectaculaire de la productivité et de l'emploi. En revanche, le secteur agricole est crédité du plus faible gain de productivité, mais la croissance de l'emploi y a été plus forte que dans le secteur industriel. Entre-temps, le secteur industriel avait enregistré la plus forte progression de la productivité, au prix, il est vrai, comme c'est souvent le cas dans ce secteur, d'une très faible amélioration de la situation de l'emploi. En outre, les salaires dans le secteur manufacturier ont diminué au cours des vingt dernières années (comme le montre la figure 4 du présent encadré). Les salaires dans ce secteur sont encore suffisamment élevés, les travailleurs concernés parvenant à vivre au-dessus du seuil de 1 dollar par jour. D'une manière générale, les parts de l'agriculture et de l'industrie en pourcentage de l'emploi total sont en baisse, alors que celle du secteur des services a augmenté. Mais, même dans l'hypothèse où cette tendance persisterait dans l'avenir proche, sachant que plus de 200 millions de personnes travaillent dans le secteur agricole, l'Inde restera pendant quelque temps une économie essentiellement rurale. Comme on peut le voir à la figure 4 ci-après, ce schéma d'évolution assez caractéristique du secteur s'est accompagné d'une croissance du PIB par habitant.

Source: BIT, 2003b, et calculs fondés sur la même source; Amjad, 2004; Islam, 2004.

**1. Productivité, emploi et réduction de la pauvreté en Inde (1990-1995)**

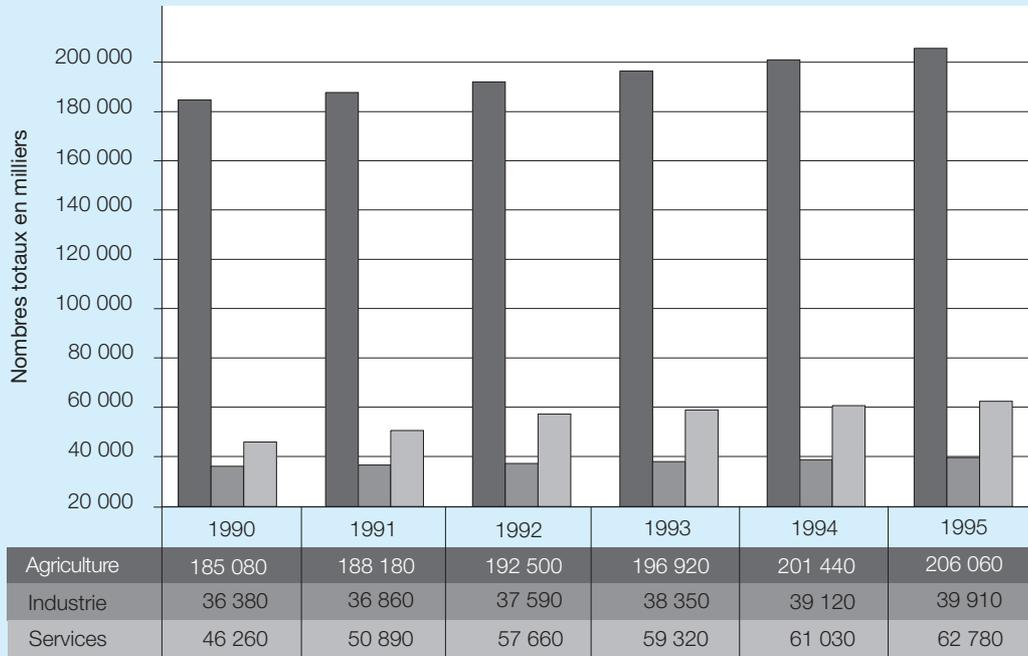


**2. Production par personne employée (totale et sectorielle; 1990-2002)**

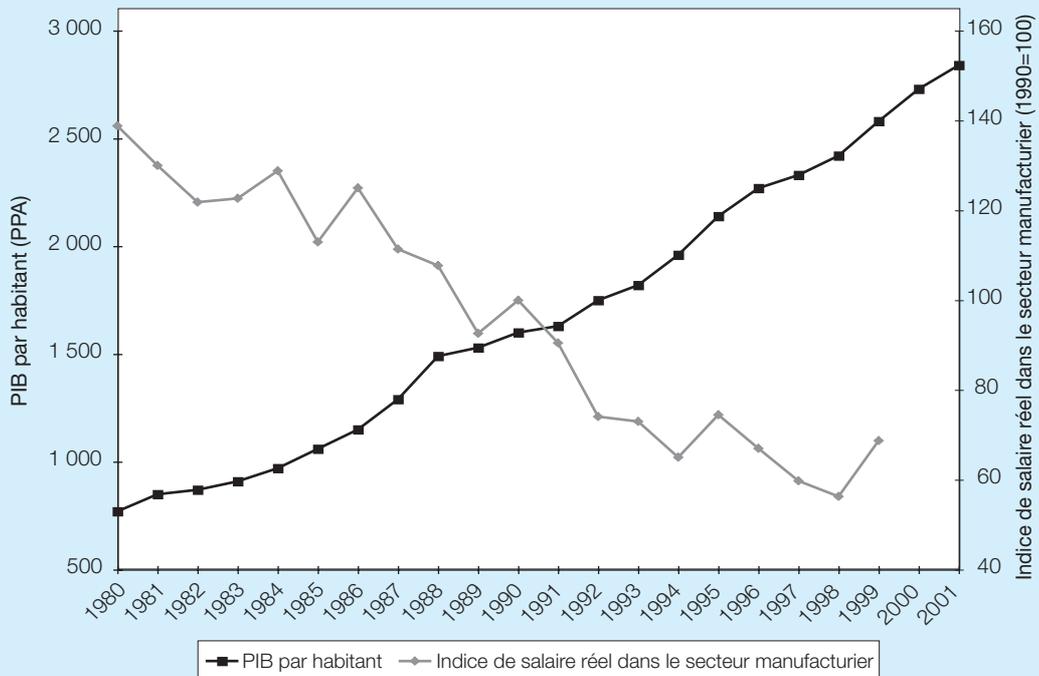


(suite au verso)

### 3. Emploi par secteur (nombres totaux pour 1990-1995)



### 4. PIB par habitant (PPA), de 1980 à 2001, et indice de salaire réel dans le secteur manufacturier (1990 = 100), de 1980 à 1999



Note: Les données sectorielles pour la productivité comprennent différents corps de données relatifs à l'emploi. En ce qui concerne l'agriculture, les données pour la productivité et celles pour l'emploi sont les mêmes; le secteur manufacturier et le secteur industriel sont à peu près comparables; et les communications et transports peuvent servir d'indicateur du secteur des services.

Source: BIT, 2003b.

**Tableau 1.6. Certains indicateurs agricoles en Asie du Sud (certaines années et certaines économies)**

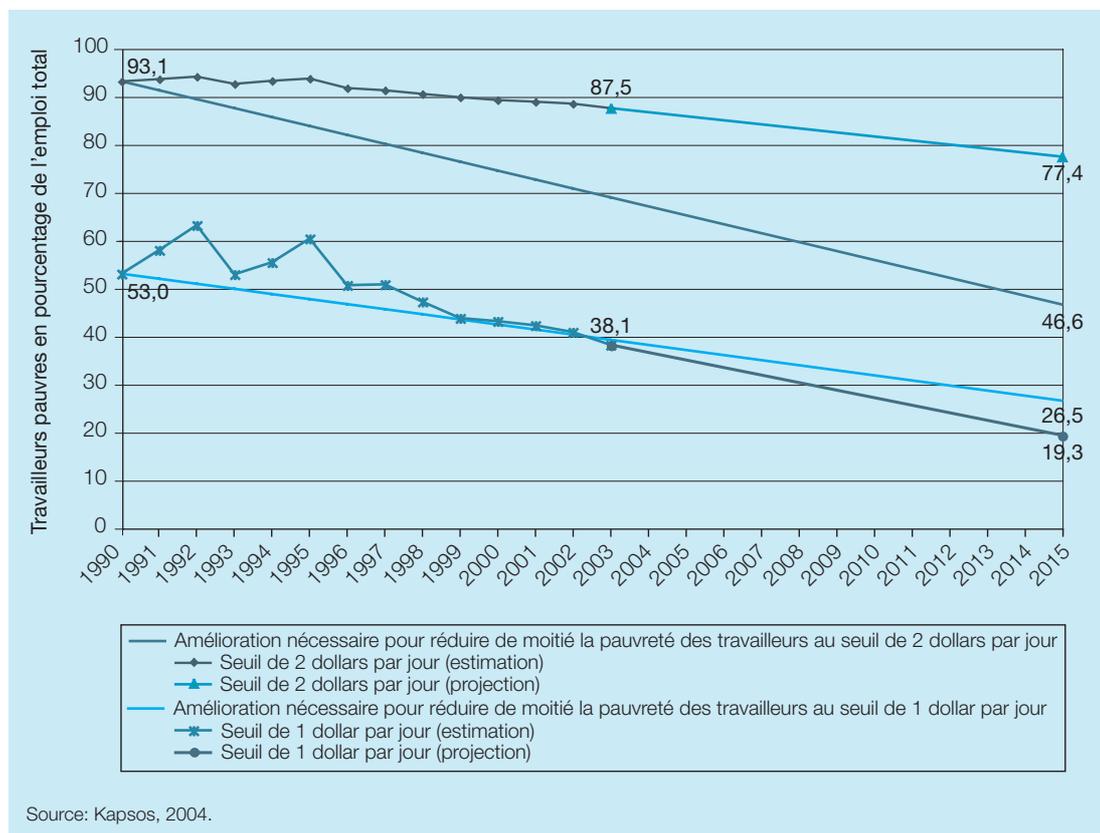
	Production par personne employée	Production par personne employée	Production par personne employée	Part de l'agriculture en pourcentage de l'emploi global	Part de l'agriculture en pourcentage du PIB**
	1980	1993	Année la plus récente*	Année la plus récente*	
	Dollars de 1995	Dollars de 1995*	Dollars de 1995	%	%
Bangladesh	286	318	397	62,1	22,7
Inde	528	686	762	66,7	22,7
Népal	388	516	606	78,5	40,8
Pakistan	1 019	1 524	1 674	48,4	23,2
Sri Lanka	1 114	1 328	1 594	41,6	22,7

Source: \* BIT, 2003b. \*\* Banque mondiale, 2003.

C'est essentiellement à l'effet conjugué de ses indicateurs stables du marché du travail et de ses gains de productivité que la région doit le net recul de la pauvreté extrême (1 dollar par jour) et de la pauvreté totale<sup>14</sup>. Le pourcentage de la pauvreté des travailleurs au seuil de 1 dollar par jour a chuté, passant de plus de 53 pour cent en 1990 à moins de 38,1 pour cent (tableau 1.1). La pauvreté des travailleurs au seuil de 1 dollar par jour a beaucoup diminué, passant de 40,9 pour cent en 1990 à 28,4 pour cent en 2003, et devrait à nouveau baisser en 2004. Malgré cette évolution positive, la région occupe encore le deuxième rang de la pauvreté dans le monde (après l'Afrique subsaharienne). Le pourcentage de travailleurs gagnant 2 dollars par jour y a diminué, passant de 85,4 pour cent en 1990 à 75,7 pour cent en 2003, ainsi que celui des travailleurs pauvres, puisqu'il est passé de 93,1 pour cent à 87,5 pour cent pendant la même période. Cela signifie que les gains de productivité et la bonne tenue des taux de croissance du PIB, à savoir 5,5 pour cent par an (tableau 1.3), ont permis de créer des emplois et de sortir des populations de la pauvreté extrême; toutefois, les emplois n'étaient pas, pour la plupart, suffisamment décents pour permettre aux gens de décoller du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour (figure 1.10). Cette situation persistera si les tendances salariales ne sont pas alignées sur celles de la productivité, comme ce fut le cas dans le secteur des activités manufacturières en Inde (encadré 1.6). Le déficit de travail décent dans cette région reste l'un des principaux défis à relever; cela ne sera possible qu'en combinant judicieusement les

<sup>14</sup> Il y a eu des différences dans le processus de réduction de la pauvreté. L'impact des conditions du marché du travail et celui de la conjoncture économique sur la réduction de la pauvreté dépendent des cadres institutionnels et d'autres facteurs non économiques. Pour une analyse des différences entre certaines économies de la région, voir Amjad (2004) et Islam (2004).

**Figure 1.10. Tendances de la pauvreté des travailleurs aux seuils de 1 et 2 dollars par jour en Asie du Sud**



politiques du marché du travail et les politiques macroéconomiques. En supposant qu'il soit possible de réaliser l'objectif consistant à réduire de moitié d'ici à 2015 la pauvreté totale des travailleurs au seuil de 1 dollar par jour et d'accroître ainsi les chances de cette région d'atteindre l'Objectif de développement pour le Millénaire consistant à réduire de moitié la pauvreté extrême d'ici à 2015, il faudrait en revanche des taux de croissance de plus de 10 pour cent – c'est-à-dire très supérieurs aux taux historiques – pour réduire de moitié, pendant la même période, le pourcentage de travailleurs au seuil de 2 dollars par jour.

Il convient d'élaborer des stratégies de développement en se souvenant que la contribution du secteur manufacturier à la création d'emplois a toujours été inférieure à celle du secteur des services et du secteur agricole, dont le potentiel en la matière a cependant été éclipsé du fait que les emplois créés dans ces deux secteurs sont souvent moins productifs que ceux du secteur manufacturier. D'où la nécessité, d'une part, de faire porter davantage l'effort sur la création d'emplois dans le secteur manufacturier et, d'autre part, de s'assurer que les emplois créés dans le secteur des services et le secteur agricole ne contribuent pas à aggraver le piège de la faible productivité et des emplois à faible revenu.

### Moyen-Orient et Afrique du Nord

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN)<sup>15</sup> est unique par la diversité des économies qu'elle englobe. Les chiffres du PIB dans les pays producteurs de pétrole de la région sont près de trois fois supérieurs au PIB moyen des pays non producteurs de pétrole. De ce fait, les agrégats régionaux des indicateurs du marché du travail peuvent masquer la grande diversité des situations économiques et sociales de cette région, d'où la nécessité de les manier avec prudence.

Cependant, la région présente dans son ensemble un certain nombre de caractéristiques notables. Tout d'abord, la population de la région MOAN est de plus en plus jeune: 37 pour cent avaient moins de 15 ans en 2000, et 58 pour cent moins de 25 ans. Se pose dès lors la question importante de savoir si la croissance économique relativement élevée de la région induira la création d'emplois suffisamment décents et productifs pour absorber la cohorte croissante de jeunes, sachant que la population en âge de travailler augmente en moyenne de 3 pour cent par an. Le chômage des jeunes est déjà l'un des principaux problèmes de la région; en effet, le taux de jeunes chômeurs est, avec 25,6 pour cent en 2003 (BIT, 2004c), le plus élevé du monde. De plus, il est à craindre que la croissance démographique gagne de vitesse la croissance économique, malgré les abondantes ressources de la région, compromettant ainsi le développement économique futur. Le taux de fertilité (nombre de naissances par femme) dans la région est en déclin, mais il reste plus élevé que dans les autres régions en développement (Cordseman, 1998).

La région MOAN diffère des autres régions en développement par sa faible part en pourcentage du nombre de travailleurs pauvres (ceux gagnant 1 dollar par jour ne représentaient que 2,9 pour cent de l'emploi total en 2003, alors que près d'un tiers des personnes ayant un emploi ne gagnent pas suffisamment pour décoller, eux et leur famille, du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour). Cependant, l'inégalité dans la distribution des richesses donne à penser que la majorité des gens n'a pas bénéficié des vastes richesses générées pendant des décennies grâce au pétrole par les économies de la région. La distribution de la pauvreté entre les travailleurs de la région reflète largement la division entre Etats producteurs de pétrole et Etats non producteurs de pétrole, les incidences étant nettement plus élevées dans ces derniers.

En outre, les taux élevés du chômage dans cette région posent un véritable problème aux dirigeants. Le MOAN détient le record des taux de chômage régionaux, flirtant avec la barre des 12 pour cent depuis au moins dix ans. Ce que ce taux reflète, c'est une augmentation constante du nombre total de sans-emploi depuis 1996 (à raison de 500 000 nouveaux chômeurs en moyenne par an, générés essentiellement dans la sous-région du Moyen-Orient) et un accroissement de l'emploi, mais pas dans des proportions suffisantes pour absorber la

<sup>15</sup> La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord se compose des sous-régions suivantes: **Moyen-Orient** (Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Emirats arabes unis, Irak, République islamique d'Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Somalie, Yémen) et **Afrique du Nord** (Algérie, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan, Tunisie).

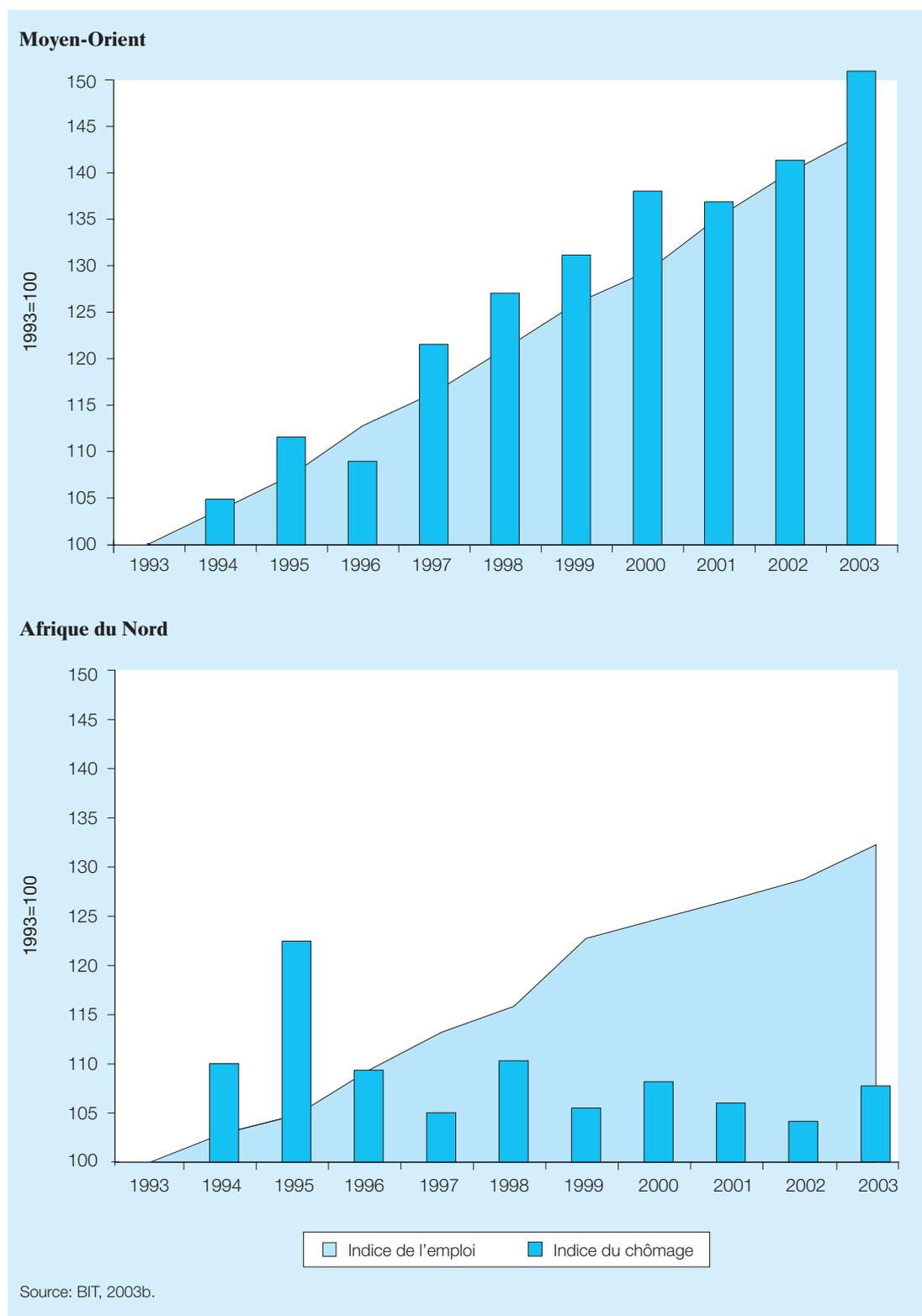
masse des demandeurs d'emploi. La figure 1.11 confirme qu'entre 1993 et 2003 le chômage nominal (1993 = 100) a augmenté plus rapidement que l'emploi au Moyen-Orient, mais pas en Afrique du Nord. On notera toutefois que la plupart des emplois créés étaient des emplois pour femmes, ce qui peut être perçu en soi comme le signe d'un certain progrès, compte tenu des restrictions qui pesaient auparavant sur le travail des femmes. En fait, le ratio emploi/population pour les hommes est resté relativement constant (69,6 pour cent en 1993 et 68,6 pour cent en 2003), alors que ce même ratio pour les femmes de la région demeure de loin le plus faible du monde. En outre, la qualité des emplois créés pour les femmes est souvent inférieure à celle des emplois pour hommes (BIT, 2004b).

Par rapport à d'autres régions, en particulier les régions asiatiques, les gains de productivité ont été plutôt modestes, avec un taux de croissance annuelle moyenne de 0,1 pour cent et une augmentation de 0,9 pour cent au cours des dix dernières années. Le tableau des niveaux de productivité de la région (figure 1.12b) reflète également la distribution des ressources naturelles à l'intérieur de cette région; des pays producteurs de pétrole tels que l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont une productivité du travail nettement plus élevée – à l'égal de certaines économies industrialisées – que des pays non producteurs de pétrole comme l'Égypte, le Maroc et le Yémen. Cela étant, il faut bien admettre qu'il est plus facile pour l'économie des pays non producteurs de pétrole de croître en partant de niveaux de productivité relativement faibles que pour celle des pays producteurs de pétrole en partant de leurs niveaux élevés. Dans trois pays – Algérie, Arabie saoudite et Jordanie –, la productivité du travail en 2002 était inférieure à celle de 1993. Cependant, la productivité du travail a augmenté régulièrement pendant cette période en Égypte, aux Emirats arabes unis, en République islamique d'Iran, au Soudan et au Yémen. Au Maroc et en République arabe syrienne, la productivité du travail n'a guère évolué pendant la période consécutive à 1993 (figures 1.12a et 1.12b). Une légère majorité d'Etats n'a pas retrouvé le niveau de productivité du travail de 1980, les Emirats arabes unis étant les plus éloignés de ce niveau.

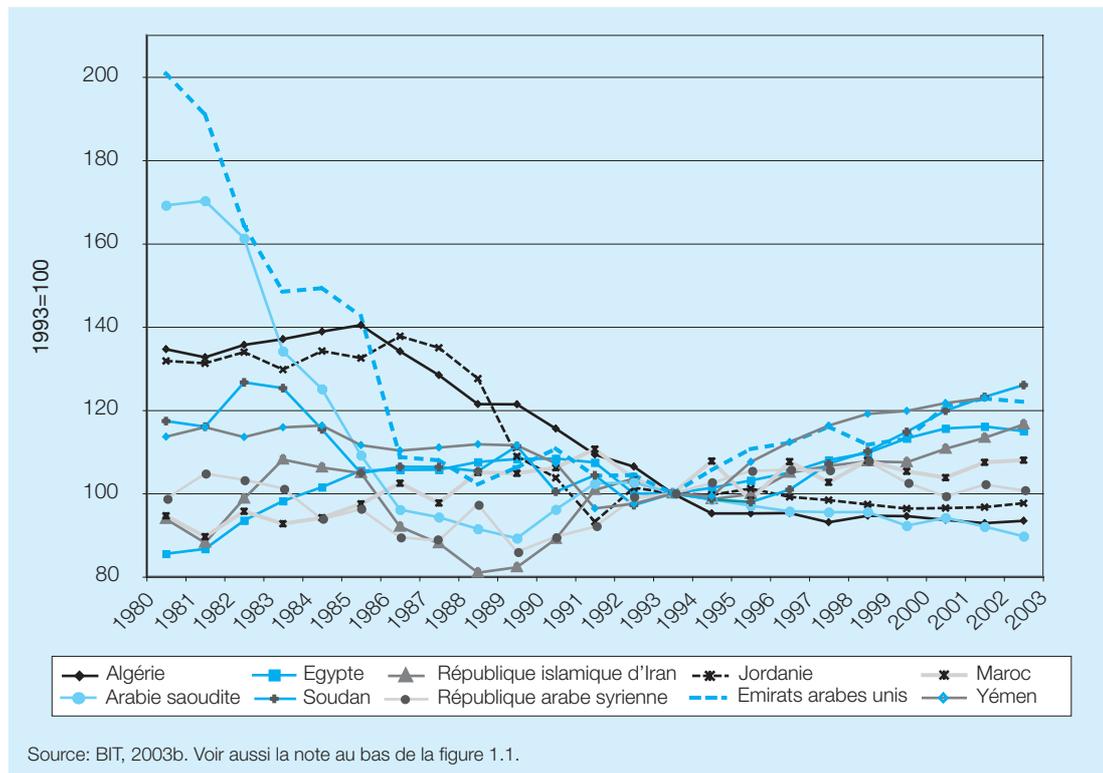
La productivité du travail dans l'agriculture, la foresterie et la pêche a été beaucoup variable dans la région, tout en restant, dans l'ensemble, à un niveau assez faible par rapport aux autres régions. La productivité agricole a connu une amélioration importante au Soudan, alors que son niveau y était le plus faible de la région. Cette tendance à la hausse a été soutenue en Égypte; la tendance a été le plus souvent orientée à la hausse en République arabe syrienne, en Tunisie et au Yémen (qui est le seul pays de la région où l'agriculture est la principale pourvoyeuse d'emplois), et à la baisse en Jordanie; au Maroc, les tendances de la productivité ont été volatiles. Compte tenu de la faible productivité du secteur agricole dans l'ensemble de la région, il est urgent de mettre en œuvre des politiques de l'emploi propres à remédier aux déficiences du marché du travail pour éviter que l'exode rural ne fasse obstacle au développement.

En ce qui concerne la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le plus difficile sera de trouver une solution au problème du chômage, très important

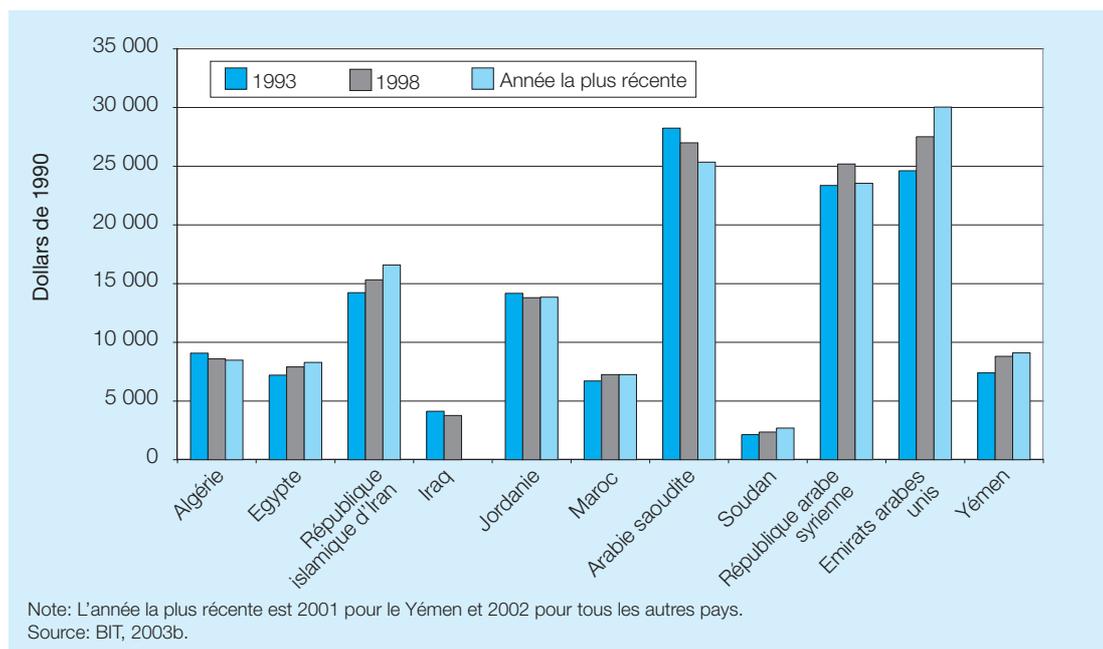
**Figure 1.11. L'emploi et le sous-emploi dans les sous-régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord**



**Figure 1.12a. Croissance de la production par personne employée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (ensemble de l'économie pour certains pays, de 1980 à l'année la plus récente)**

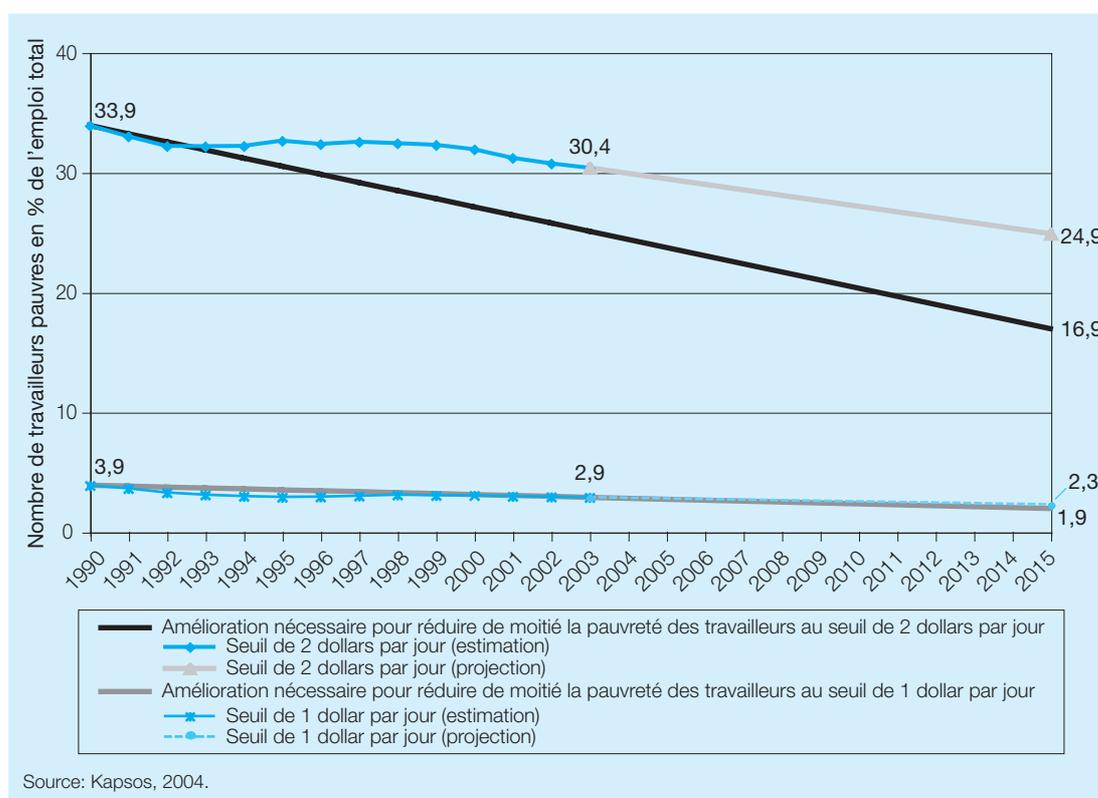


**Figure 1.12b. Production par personne employée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (ensemble de l'économie pour certains pays et certaines années)**



chez les jeunes, et de faire en sorte que le pourcentage de travailleurs pauvres incapables de décoller, eux et leurs familles, du seuil de 2 dollars par jour, diminue plus vite que pendant les années 1990 et qu'au début du nouveau millénaire (figure 1.13). Pour réduire le chômage de moitié d'ici à 2015, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord auraient besoin de taux de croissance du PIB nettement supérieurs au taux de croissance historique de 3,5 pour cent. Des taux de croissance élevés permettraient aussi de réduire considérablement le nombre de travailleurs pauvres gagnant 2 dollars par jour. Mais, compte tenu d'une productivité qui peine à trouver les chemins de la croissance, il est peu probable que les améliorations nécessaires soient réalisées, en tout cas pas dans la majorité des pays. Une réduction du chômage est vitale, car elle libérerait un potentiel économique encore inexploité<sup>16</sup>, mais la région devra encore veiller à ce que la croissance se traduise par une augmentation de salaire afin de réduire le nombre des travailleurs pauvres.

**Figure 1.13. Tendances de la pauvreté aux seuils de 1 et 2 dollars au Moyen-Orient et en Afrique du Nord**



<sup>16</sup> Pour une analyse détaillée de la contribution potentielle de l'emploi à la croissance économique de la région, voir Banque mondiale (2004c).

Il faut élaborer des politiques de l'emploi qui intègrent les aspects suivants: grande mobilité de la main-d'œuvre (le flux sortant net de nationaux et le flux entrant net de non-nationaux qui sont prêts à prendre un emploi manuel); expansion du secteur privé; mesures en faveur de la diversification sectorielle (réduction de la dépendance par rapport aux exportations de pétrole); amélioration des normes de l'éducation et égalité des chances en matière d'éducation; ouverture plus large de l'activité économique aux femmes; et réduction du fossé entre l'offre et la demande d'emploi pour les jeunes (encadré 1.7).

#### Encadré 1.7. L'exode des cerveaux dans les pays arabes

Avec des taux de chômage qui s'envolent dans les Etats arabes et compte tenu de l'incapacité de ces derniers à absorber leurs professionnels hautement qualifiés, toujours plus nombreux, les citoyens arabes, en particulier les jeunes, ont de plus en plus tendance à émigrer pour tenter leur chance dans d'autres régions du monde.

Il y a des raisons économiques et politiques qui poussent les jeunes diplômés à quitter leur pays natal, notamment:

- le risque de se retrouver au chômage ou d'être obligés d'accepter des emplois ne présentant aucun rapport avec leur spécialisation;
- l'insuffisance des infrastructures scientifiques et technologiques;
- les bas salaires proposés aux travailleurs hautement qualifiés;
- l'instabilité politique et sociale;
- les pesanteurs bureaucratiques et autres contraintes institutionnelles.

Un rapport de la Ligue arabe a estimé que plus de 450 000 diplômés d'universités arabes s'étaient installés dans des pays européens et aux Etats-Unis en 2001, ce qui s'est traduit par une perte de potentiel humain et économique pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, avec des répercussions globalement négatives sur le développement. Le PNUD estime que plus de 15 000 médecins arabes ont émigré entre 1998 et 2000.

Source: PNUD, 2003.

### Afrique subsaharienne

L'évolution en Afrique subsaharienne<sup>17</sup> a fait ressortir le fait que la faible productivité, le faible taux de croissance du PIB, l'accroissement du chômage total,

<sup>17</sup> L'Afrique subsaharienne se compose des sous-régions suivantes (pays entre parenthèses): **Afrique centrale** (Angola, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Tchad), **Afrique orientale** (Burundi, Comores, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Ouganda, la Réunion, Rwanda, Seychelles, République-Unie de Tanzanie, Zambie, Zanzibar, Zimbabwe), **Afrique australe** (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland), et **Afrique occidentale** (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Sainte-Hélène, Togo).

la stagnation du ratio emploi/population et la pauvreté des travailleurs sont des facteurs souvent indissociables. L'Afrique subsaharienne a la plus forte incidence de pauvreté des travailleurs de toutes les régions en développement. Environ 55 pour cent du nombre total de personnes employées ne gagnent pas suffisamment pour décoller, elles et leurs familles, du seuil de 1 dollar par jour. Ce pourcentage a légèrement diminué vers la fin des années 1980 mais, depuis 1990, il est resté stable à pas moins de 55,8 pour cent (tableau 1.1 et figure 1.15). En ce qui concerne les travailleurs au seuil de 2 dollars par jour, on observe le même phénomène de stagnation depuis 1990, le nombre de travailleurs pauvres en pourcentage de l'emploi total avoisinant 90 pour cent en 2003. La pauvreté aux seuils de 1 et 2 dollars suit la même tendance stagnante (tableau 1.2).

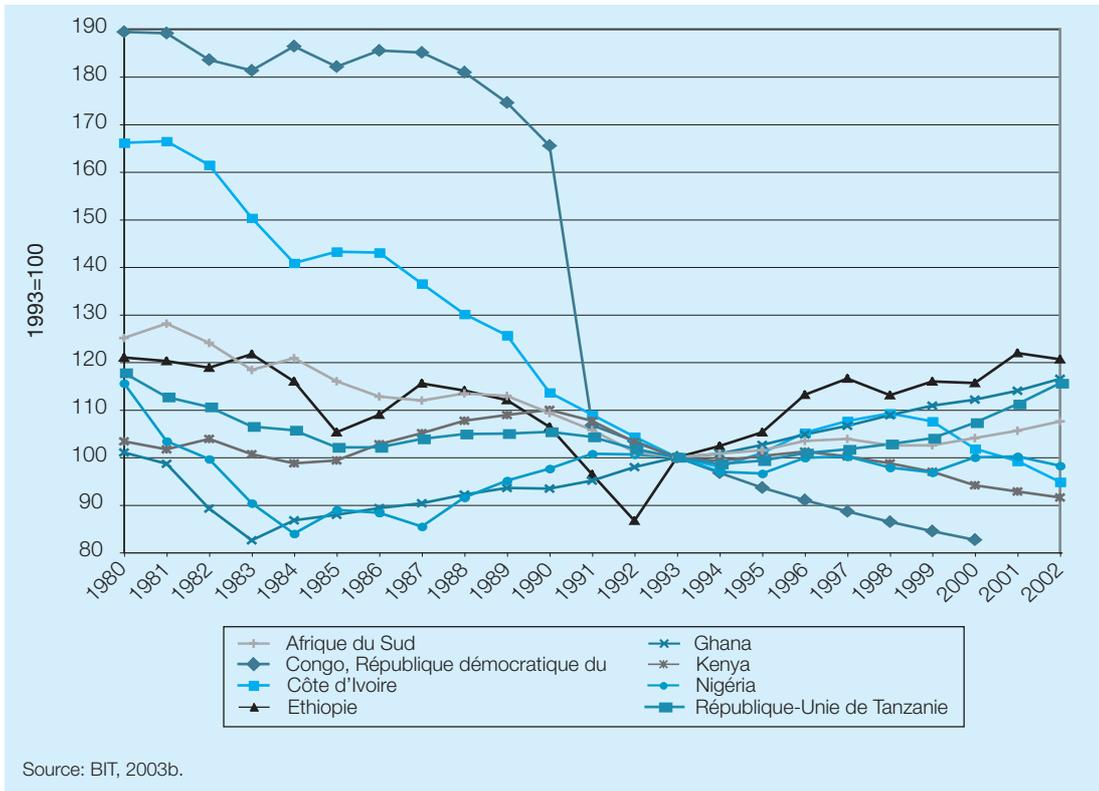
Ces dernières années, en Afrique subsaharienne, on n'a guère observé d'amélioration en ce qui concerne le taux de chômage, qui s'élevait encore à 10,9 pour cent en 2003 (tableau 1.3). Cela est vrai aussi pour le ratio emploi/population dans la région, proche de 66 pour cent (tableau 1.3). C'est assez élevé par rapport à d'autres régions en développement. Pour autant, cet indicateur ne renseigne pas vraiment sur la qualité des emplois ni sur les conditions dans lesquelles les gens travaillent.

L'Afrique subsaharienne est la seule région qui a vu ses niveaux de productivité du travail décroître entre 1993 et 2003 (tableau 1.3). Cette évolution est allée de pair avec un ralentissement du taux de croissance du PIB, qui est passé au-dessous de 3 pour cent, une valeur insuffisante pour stimuler le développement dans une région extrêmement pauvre. Sur les huit pays pour lesquels on disposait de données comparables, le PIB par personne employée n'est supérieur au niveau de 1980 que dans un seul pays, le Ghana, où la productivité a bien progressé depuis 1983, permettant à l'économie de doubler son PIB par habitant pendant cette période. Au cours des dix dernières années, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et la République-Unie de Tanzanie ont également vu leur productivité croître, alors que, pendant la même période, elle a régressé dans les autres économies pour lesquelles on dispose de données (figures 1.14a et 1.14b).

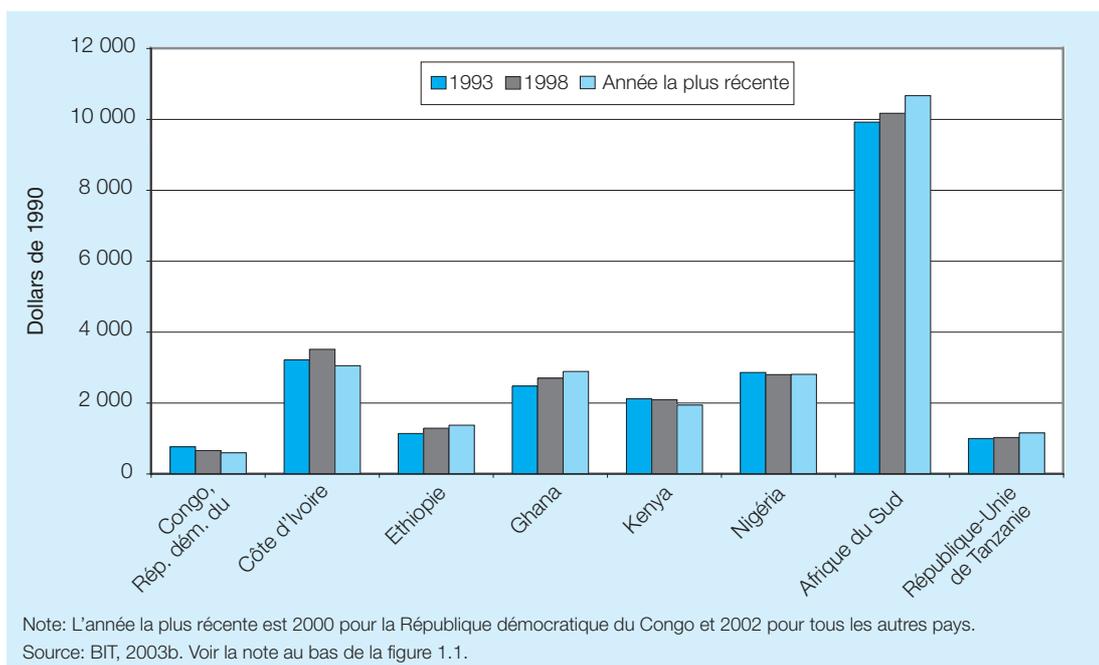
Compte tenu du rôle prépondérant de l'agriculture dans la plupart des pays de la région, voyons comment la productivité a évolué dans ce secteur (tableau 1.7). C'est au Ghana que la productivité du secteur agricole a le plus diminué entre 1980 et 2001, mais, vu ses gains de productivité totale (figure 1.14a), le Ghana a apparemment réussi à propulser d'autres secteurs vers la croissance. De fortes hausses de la productivité agricole ont été enregistrées au Tchad, au Mozambique, au Nigéria, en Ouganda, avec des envolées spectaculaires au Bénin et en Afrique du Sud. Au Bénin, au Mozambique, en Ouganda et au Tchad, ce gain de productivité s'est accompagné d'une croissance de l'emploi dans ce secteur. L'Afrique du Sud et le Nigéria ont atteint une phase du processus de développement où l'impact de l'agriculture sur l'emploi et le PIB a commencé à faiblir alors que d'autres secteurs gagnent en importance.

Des temps difficiles attendent l'Afrique subsaharienne si les tendances actuelles devaient persister (figure 1.15). Si la croissance de la productivité se

**Figure 1.14a. Croissance de la production par personne employée en Afrique subsaharienne (ensemble de l'économie pour certains pays, de 1980 à l'année la plus récente)**



**Figure 1.14b. Production par personne employée en Afrique subsaharienne (ensemble de l'économie pour certains pays et certaines années)**



**Tableau 1.7. Certains indicateurs agricoles en Afrique subsaharienne (certaines années)**

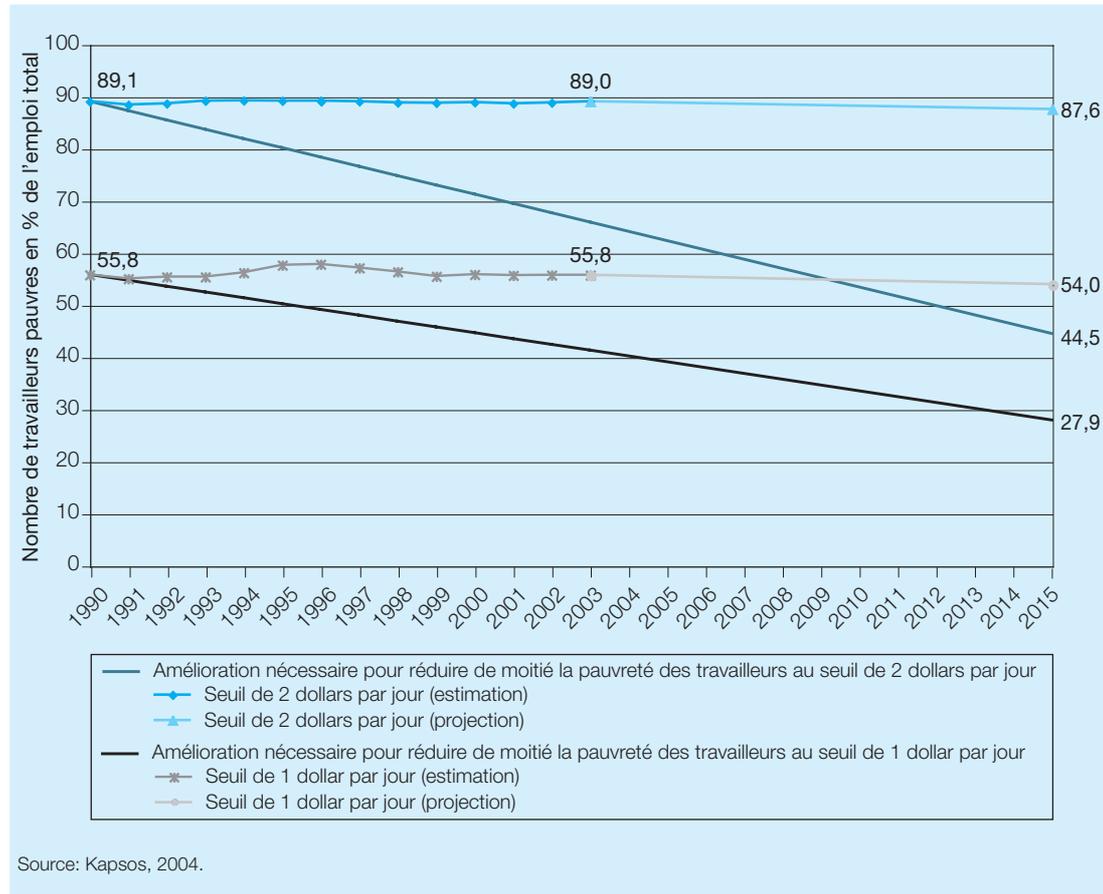
	Production par personne employée dans l'agriculture (1980)	Production par personne employée dans l'agriculture (1990)	Production par personne employée dans l'agriculture (2001)	Ecart de production par personne employée dans l'agriculture (1980-2001)	Evolution de l'emploi dans l'agriculture, en milliers (1980*-2001*)
	Dollars de 1995				
Afrique du Sud	2 432	2 790	3 256	824	-1 146
Bénin	941	1 161	1 819	878	220
Burundi	399	415	357	-42	n.d.
Cameroun	109	115	178	69	569
Côte d'Ivoire	1 355	1 142	1 348	-7	-508
Ghana	3 151	2 448	2 654	-497	279,03
Guinée	n.d.	222	262	40	375
Kenya	357	365	290	-67	79,9
Madagascar	534	532	515	-19	1 024
Malawi	216	167	261	45	n.d.
Mali	422	405	416	-6	829
Mozambique	n.d.	1 293	1 447	154	n.d.
Niger	199	169	177	-22	n.d.
Nigéria	480	672	940	460	-153
République démocratique du Congo	150	155	127	-23	2 171
Rwanda	217	170	207	-10	879
Sénégal	387	431	444	57	455
Tanzanie, République-Unie de	151	165	205	54	n.d.
Tchad	383	336	485	102	276
Zambie	1 659	1 631	1 699	40	381
Zimbabwe	783	712	754	-29	n.d.

\* Année la plus proche de 1980 et de 2001, respectivement.

n.d.: non disponible.

Source: BIT, 2003b.

maintient au très faible taux des vingt dernières années, il est probable que se maintiendront également les niveaux de la pauvreté des travailleurs et de la pauvreté totale, compte tenu des taux de chômage élevés de la région, de son incapacité à créer suffisamment d'emplois, de l'expansion rapide de la main-d'œuvre et des énormes déficits de travail décent. Pour réduire de moitié le chômage et la pauvreté des travailleurs d'ici à 2015, l'Afrique subsaharienne aurait besoin de

**Figure 1.15. Tendances de la pauvreté aux seuils de 1 et 2 dollars en Afrique subsaharienne**

taux de croissance du PIB plus élevés que par le passé (tableau 1.4; BIT, 2003a, 2004a). D'où la nécessité pour les responsables politiques de centrer leurs efforts sur l'emploi décent, sur l'amélioration de la productivité du travail (voir l'exemple fourni dans les encadrés 1.8 et 1.9) et sur le potentiel d'emplois de la croissance. Même si la région n'atteignait pas l'objectif de développement pour le Millénaire consistant à réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2015 – un défi extrêmement difficile à relever compte tenu du fait qu'on y trouve concentrée la plus grande part de la pauvreté extrême au niveau mondial –, toutes les améliorations dans ce sens poseraient les fondements d'un meilleur avenir. A l'heure actuelle, la région a besoin que les gouvernements conjuguent leurs efforts de concert avec la communauté internationale. Alors que les gouvernements de la région devraient s'employer à améliorer leur système d'éducation, à développer leurs infrastructures et à créer des conditions favorables à l'investissement, la communauté internationale doit donner à cette région les moyens de participer davantage aux échanges commerciaux et de bénéficier ainsi des effets positifs de la mondialisation.

### Encadré 1.8. Améliorer la productivité des femmes dans l'agriculture: un moyen simple d'améliorer la productivité globale

Ces dernières années, la recherche est parvenue à des conclusions diverses en cherchant à savoir s'il existait des différences de rendement entre les exploitants et les exploitantes agricoles en Afrique subsaharienne, mais la plupart de ces études ont conclu que le rendement des femmes était inférieur à celui des hommes. Ces conclusions sont souvent utilisées à tort pour accrédi-ter la plus faible productivité du travail des femmes. En fait, dans son *Evaluation de la pauvreté rurale: Afrique de l'Ouest et du Centre*, réalisée en 1999, le FIDA estime qu'il ne faudrait pas voir dans les plus faibles niveaux de rendement un indice attestant la plus faible productivité des femmes. Les différences de productivité selon le sexe s'expliquent pour l'essentiel par les raisons suivantes:

- la répartition des ressources au sein du ménage, notamment en ce qui concerne la qualité et la quantité de terres;
- les plus grandes difficultés rencontrées par les femmes pour accéder aux ressources financières, limitant l'achat de facteurs de production tels que les engrais et les outils, ainsi que leur capacité à rémunérer de la main-d'œuvre;
- la pénurie de main-d'œuvre féminine, imputable aux multiples responsabilités des femmes et à leur faible autorité sur la main-d'œuvre familiale.

Au Burkina Faso, la recherche appliquée concernant les hommes et les femmes qui exploitaient les mêmes cultures sur des lopins individuels a conduit à formuler des conclusions plus détaillées. Ces travaux ont notamment permis de constater que la plupart des facteurs de production, tels que la main-d'œuvre et les engrais, étaient attribués aux parcelles exploitées par les hommes. Cependant, le travail des femmes était plus productif pour les cultures de légumes. Dans l'ensemble, l'étude a estimé que la production totale par ménage pourrait être accrue de 10 à 20 pour cent si certains facteurs de production passaient des parcelles exploitées par les hommes à celles exploitées par les femmes. En outre, l'évaluation de la pauvreté réalisée par le FIDA a mis en évidence des éléments attestant que, quand les ressources – engrais organiques ou crédits – sont disponibles, elles sont mieux gérées par les femmes que par les hommes. Enfin, si les femmes étaient mieux secondées pour gérer leurs multiples responsabilités, la productivité agricole en Afrique subsaharienne s'en trouverait considérablement améliorée.

Source: FIDA, 1999; FIDA/FAO/Gouvernement du Japon, 1998.

### Encadré 1.9. Sommet extraordinaire sur l'emploi et la réduction de la pauvreté en Afrique

A l'initiative du président Campaoré du Burkina Faso, les chefs d'Etat de l'Union africaine (UA) ont tenu un Sommet extraordinaire sur l'emploi et la réduction de la pauvreté en Afrique à Ouagadougou (Burkina Faso) les 8 et 9 septembre 2004. Ce sommet a été organisé en collaboration avec les communautés économiques régionales, l'OIT, les partenaires au développement et les autres parties concernées.

Ses objectifs étaient les suivants:

- Consolider le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) qui vise à assurer le développement humain durable en Afrique.

(suite au verso)

- Réaffirmer l'engagement des chefs d'Etat à placer l'emploi au cœur de la stratégie de lutte contre la pauvreté, dans le contexte de la mondialisation, de l'intégration et des mutations technologiques, économiques, politiques et sociales.
- Elaborer un Plan d'action opérationnel avec des programmes précis de création d'emplois productifs.
- Mettre en place un mécanisme de suivi approprié et efficace des conclusions et décisions du Sommet.

Le plan d'action élaboré au moment de la finalisation du présent rapport prévoit les moyens de traduire les grands principes dans des actes en ciblant les secteurs prioritaires (tels que les projets agricoles et d'infrastructure) qui favorisent la création d'emplois. Le plan met surtout l'accent sur la lutte contre le VIH/SIDA et des maladies similaires et sur le rôle des femmes et des jeunes dans ces stratégies de développement.

Dans son discours d'ouverture, le Directeur général du BIT, Juan Somavia, a fait remarquer que les femmes, les hommes, les jeunes et, malheureusement, même les enfants de ce continent travaillent dur chaque jour. L'Afrique ne manque pas d'énergie mais d'opportunités. Il a insisté sur le droit de l'Afrique à un soutien et à l'équité au niveau mondial. Il a en outre déclaré qu'«une bonne gouvernance nationale ne sera couronnée de succès qu'accompagnée d'une bonne gouvernance mondiale». Cela suppose une plus grande cohérence des politiques de la communauté internationale en faveur de la croissance, de l'investissement et de l'emploi.

«Nous avons besoin d'une approche globale», a-t-il dit, en précisant: «Aucune organisation ne peut prétendre détenir toutes les réponses, mais nous avons tous un mandat qui nous impose de trouver des solutions. En mettant en commun nos connaissances et notre expérience, nous pouvons sans aucun doute forger une meilleure voie pour une mondialisation plus juste».

Le Sommet avait été précédé d'un Forum des partenaires sociaux, intitulé «Le travail décent au service du développement de l'Afrique». Ce forum a réuni 80 représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs ainsi que 20 observateurs d'organisations non gouvernementales (ONG) et des représentants d'institutions internationales pour examiner les éléments fondamentaux suivants:

- la création d'emplois en tant que l'une des meilleures façons de combattre la pauvreté;
- la nécessité de faire du travail décent un objectif global;
- la nécessité de parvenir à un taux de croissance économique élevé et durable en tant que point de départ de la lutte contre la pauvreté;
- la protection des droits fondamentaux des travailleurs et le dialogue social en tant qu'outils irremplaçables du développement.

Source: Communiqué de presse du BIT du 8 septembre 2004 (ILO/04/39); disponible sur les sites suivants: <http://www.ilo.org/public/english/bureau/inf/pr/2004/39.htm>; <http://www.ilo.org/public/english/bureau/inf/event/ouagadougou/>.

## Economies en transition

L'adhésion à l'Union européenne (UE) de dix nouveaux pays membres le 1<sup>er</sup> mai 2004 a suscité de grandes espérances mais aussi engendré de l'incertitude quant aux perspectives de croissance et d'emploi pour l'ensemble des économies en

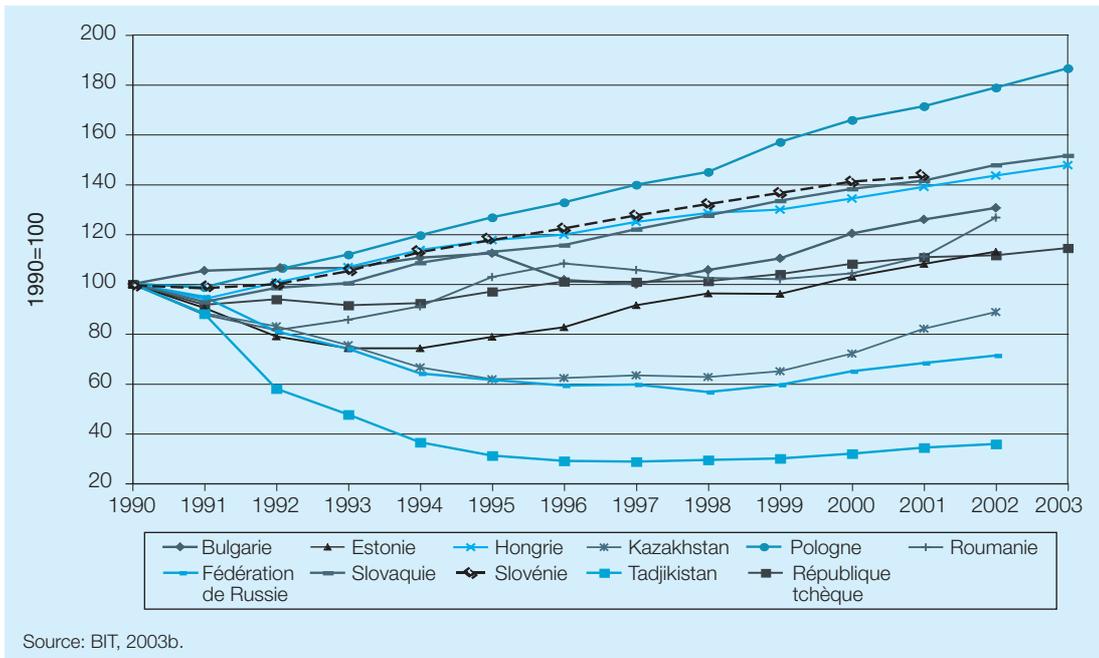
transition<sup>18</sup>. On s'attend à ce que les membres de l'UE accélèrent le rythme des investissements étrangers dans la région et ouvrent de nouveaux marchés pour induire finalement ce que tout le monde espère, c'est-à-dire un autre «miracle irlandais». Mais on craint en même temps que l'ouverture des marchés du travail n'encourage une émigration massive vers les pays plus riches de l'UE, car les personnes sans emploi ou sous-employées cherchent du travail hors de la région en transition. Il reste à voir lequel de ces scénarios va se dérouler, et cela dépend dans une large mesure de la capacité des économies en transition à créer des emplois décentes et productifs à l'intérieur de leurs propres frontières.

L'actuelle situation de l'emploi dans les économies en transition se caractérise par un taux de chômage élevé, qui n'a cessé d'augmenter depuis l'enclenchement du processus de transition économique au début des années 1990. L'emploi a considérablement diminué dans les années qui ont suivi la transition car, par suite de la privatisation des marchés, les processus de production sont devenus plus efficaces. Depuis cette époque, la situation économique de la région s'est améliorée. La production et la productivité du travail ont augmenté, et même si la pauvreté des travailleurs au seuil de 1 dollar par jour a augmenté au début de la période de transition, la région est presque bien partie pour réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de ceux qui gagnent 1 dollar par jour. Récemment, les taux de chômage se sont stabilisés et le taux de 9,2 pour cent de 2003 est légèrement inférieur à celui de 2002 (9,4 pour cent, tableau 1.3). La région en transition est aussi l'une des rares régions où les femmes ne sont pas plus mal loties que les hommes sur le plan du chômage (BIT, 2004b). Outre le chômage, le sous-emploi est aussi une source de grande préoccupation, essentiellement au sein de la Communauté d'Etats indépendants, où le déficit d'emplois décentes sur le marché structuré, conjugué à un droit administratif qui ne favorise guère la propriété pour les petites entreprises, pousse de nombreuses personnes à chercher du travail dans l'économie informelle.

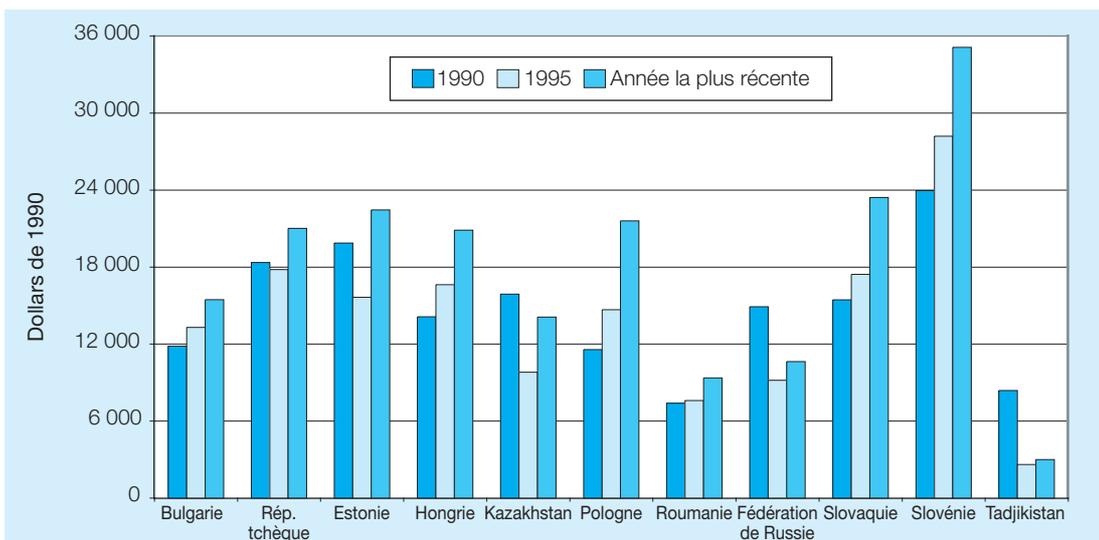
Comment a évolué la productivité du travail dans la région? Les figures 1.16a et 1.16b montrent son mouvement de hausse dans certaines économies en transition pour lesquels on dispose de données internationales comparables. Dans la majorité de ces pays, cette hausse est observée depuis 1990, en particulier dans les actuels pays membres de l'UE. La Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie ont tous affiché une forte croissance de leur productivité depuis 1990, comprise entre 3,1 et 4,9 pour cent en moyenne annuelle. En outre, la figure 1.16b montre que ces pays figurent parmi ceux qui ont les niveaux de productivité les plus élevés de la région, ce qui signifie que la forte croissance ne s'explique pas par le fait que le niveau de départ était faible. Dans d'autres pays de la région tels que

<sup>18</sup> La région en transition se compose des sous-régions suivantes: **Europe centrale et orientale** (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Serbie et Monténégro, Slovaquie, Slovénie), **Etats baltes** (Estonie, Lettonie, Lituanie), et **Communauté d'Etats indépendants** (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, République de Moldova, Fédération de Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine). Le BIT reconnaît que le processus de transition n'est par un état permanent. Aussi le prochain rapport sur les tendances de l'emploi présentera-t-il un reclassement des groupements régionaux de manière à tenir compte du changement de statut de nombre de ces économies.

**Figure 1.16a. Croissance de la production par personne employée dans les économies en transition (ensemble de l'économie pour certains pays, de 1980 à l'année la plus récente)**



**Figure 1.16b. Production par personne employée dans les économies en transition (ensemble de l'économie pour certains pays et certaines années)**



Note: Pour mieux refléter la période de transition, on a utilisé pour les figures 1.16a and 1.16b une année de base et des années d'observation différentes de celles utilisées pour les autres régions traitées dans le présent chapitre. L'année la plus récente est 2003 pour la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie, et 2002 pour tous les autres pays. La figure 1.16a montre comment la productivité du travail est orientée, sans toutefois renseigner sur ses niveaux. Ces derniers sont indiqués à la figure 1.16b, qui montre qu'une économie peut avoir, pendant un certain temps, des taux de croissance plus élevés que dans d'autres pays, tout en ayant des niveaux de productivité plus faibles. Pour que le développement soit comparable, on a utilisé dans la figure 1.16a un indice où 1990 est l'année de base. Ainsi l'échelle de productivité est-elle la même pour toutes les économies, c'est-à-dire qu'elles présentent des valeurs égales pour 1990. La courbe de croissance la plus accentuée de la productivité pour les années juste après 1993 correspond à l'économie dont la productivité du travail a le plus augmenté depuis 1990.

Source: BIT, 2003b.

la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, le Kazakhstan, la Roumanie et la Fédération de Russie, la productivité a suivi une courbe plus erratique, notamment en Fédération de Russie, où elle a régressé par rapport à son niveau d'avant l'effondrement de l'URSS. La Bulgarie, en revanche, a enregistré des gains notables depuis 1998.

Malgré les importants gains de productivité dans un certain nombre d'économies en transition, la croissance de l'emploi demeure décevante. La taille de la main-d'œuvre et le pourcentage de population active de la région ont tous deux baissé entre 1993 et 2003. Si l'on y ajoute le taux de chômage élevé, il apparaît évident que bon nombre de ces gains historiques de productivité ont été réalisés aux dépens de l'emploi.

Cela dit, certains pays ont commencé à se détourner de ce scénario. Ainsi, depuis 1998, l'emploi et la productivité ont augmenté en Hongrie par suite de réformes économiques. En intégrant le réseau de production européen grâce à l'investissement direct étranger, la Hongrie est parvenue à des taux de croissance élevés depuis le milieu des années 1990, ce qui s'est également traduit par la création d'emplois plus nombreux pendant cette période (voir l'encadré 2.3 au chapitre 2 du présent rapport).

D'une manière générale, les perspectives de l'emploi dans la région dépendront pour beaucoup du développement économique des pays plus riches de l'UE et de la capacité des nouveaux pays membres à s'intégrer avec succès dans les chaînes de production de l'UE.

### Economies industrialisées

Dans la région industrialisée<sup>19</sup>, le taux de chômage était de 6,8 pour cent en 2003, les taux enregistrés dans les économies non européennes étant plus faibles que ceux de l'Europe. Dans les économies industrialisées européennes, il était de 7,9 pour cent, contre 5,9 pour cent dans les économies industrialisées non européennes (BIT, 2004a). Ainsi, malgré le redressement économique en cours en termes de croissance du PIB, les marchés du travail ont été plus lents à récupérer (voir aussi l'encadré 1.10 sur les délocalisations et leur contribution au chômage)<sup>20</sup>.

<sup>19</sup> La région industrialisée se compose des sous-régions suivantes (pays entre parenthèses): **économies industrialisées européennes** (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie) et **économies industrialisées non européennes** (Australie, Canada, Etats-Unis, Japon, Nouvelle-Zélande). Le Département de la stratégie en matière d'emploi est en train de réviser les groupements régionaux sur la base du réaligement des économies au sein de l'Europe. Dans les futurs rapports sur les tendances, les groupements régionaux refléteront ces changements.

<sup>20</sup> L'augmentation soutenue des prix du pétrole (plus de 40 pour cent au cours de l'année écoulée) aura pour effet de freiner la croissance et le redressement des marchés du travail. D'après l'Agence internationale de l'énergie, les économies de l'UE (dépourvues de réserves pétrolières) seront probablement les plus durement touchées et pourraient accuser en 2004 une baisse de croissance du PIB d'un demi-point de pourcentage. Au Japon, on estime que cette hausse des prix du pétrole pourrait se traduire par une baisse de 0,3 point de pourcentage, alors qu'aux Etats-Unis elle pourrait amputer la croissance du PIB de 0,3 point de pourcentage pour l'année (Agence internationale de l'énergie, 2004). Bien que les économies industrialisées soient devenues plus productives dans l'utilisation de leurs ressources pétrolières pour la production manufacturière, la mondialisation a conféré une plus grande importance aux transports – navires, trains, aéronefs – pour l'acheminement des biens et des personnes à destination et en provenance des marchés, ce qui s'est traduit par une nette tendance à compter sur le pétrole, dans les pays riches comme dans les pays pauvres.

### Encadré 1.10. Les délocalisations effectuées par les économies industrialisées

La délocalisation, c'est-à-dire la production de biens à l'étranger ou l'achat de services à un fournisseur étranger, est en expansion dans de nombreux pays industrialisés, ce qui ne laisse pas de préoccuper de nombreux travailleurs; en effet, cette pratique génère du chômage en déplaçant des emplois de pays industrialisés vers des pays en développement. Cependant, les données montrent qu'il n'y a pas de transfert net des emplois d'une partie du monde dans l'autre. La pratique de la délocalisation, si elle a provoqué le transfert d'emplois vers l'étranger, a surtout provoqué, par la croissance de la productivité, la disparition de nombreux emplois. C'est notamment le cas dans le secteur manufacturier. Ainsi, au cours des dix dernières années, la production d'acier aux Etats-Unis est passée de 75 à 102 millions de tonnes, mais le nombre d'employés de ce secteur a chuté de 289 000 à 74 000.

Même si les délocalisations expliquent en partie les pertes d'emplois dans les économies industrialisées, elles ne représentent statistiquement qu'une faible fraction du renouvellement de la main-d'œuvre qui s'y opère chaque année.

- Le ministère du Travail des Etats-Unis estime que, au cours du premier trimestre 2004, plus de 2 pour cent des licenciements massifs dans le pays étaient dus à des délocalisations. Pendant cette période, sur les 239 361 employés licenciés, 4 633 l'ont été parce que leur poste était transféré vers un pays étranger.
- Selon les estimations établies par le Centre de recherche sur les politiques économiques, les délocalisations vers l'Europe orientale ont provoqué la perte de 8 000 emplois en moyenne annuelle en Allemagne, et de 2 000 en Autriche pendant la période 1990-2001.

Les statistiques ne sont naturellement qu'un seul aspect du problème; il est à prévoir que les entreprises des économies industrialisées développeront encore leurs activités à l'étranger. D'où la difficulté de déterminer de manière précise dans quelle mesure les délocalisations affecteront en fin de compte leurs marchés du travail. Pour relever les défis à venir, les économies industrialisées devront prendre garde que les délocalisations n'aient pas pour seul effet de provoquer un déplacement de travailleurs, et veiller à bien soupeser les coûts et avantages de la délocalisation, les coûts devant être maintenus au plus bas grâce à la participation active de tous les grands acteurs.

Nous avons l'exemple de la banque HSBC au Royaume-Uni, qui a passé un accord de délocalisation avec l'UNIFI, le syndicat financier. Après avoir décidé récemment de déplacer 4000 emplois, la banque a passé un accord avec le syndicat afin que les pertes d'emplois soient aussi minimales que possible et que l'on s'efforce de trouver des solutions novatrices pour redéployer les travailleurs au sein de l'entreprise.

Sources: International Institute for Management Development, 2004; US Bureau of Labor Statistics, 2004; Marin, 2004.

Au cours des dix dernières années, l'emploi a connu une plus forte croissance dans les économies industrialisées non européennes que dans celles de l'Europe, où elle n'a été que de 8,8 pour cent (passant de 177 à 193 millions), contre 10,8 pour cent dans les premières (passant de 211 à 234 millions). Cependant, si l'on prend dûment en compte le pourcentage de personnes employées (une meilleure mesure de l'emploi), on constate que les améliorations ont été

plus substantielles sur les marchés du travail de l'Europe industrialisée. Depuis 1993, le ratio emploi/population dans l'Europe industrialisée est passé de 50,3 pour cent en 1993 à 51,2 pour cent en 2003, mais de 60,6 à 60,9 pour cent dans les économies industrialisées non européennes (BIT, 2004,a). De même, depuis 1998, l'Europe industrialisée a vu l'emploi croître de 4,3 pour cent, dépassant le taux de croissance des économies industrialisées non européennes (2,7 pour cent), ce qui semble attester que certaines réformes entreprises sur les marchés européens du travail et des produits ont commencé à porter leurs fruits.

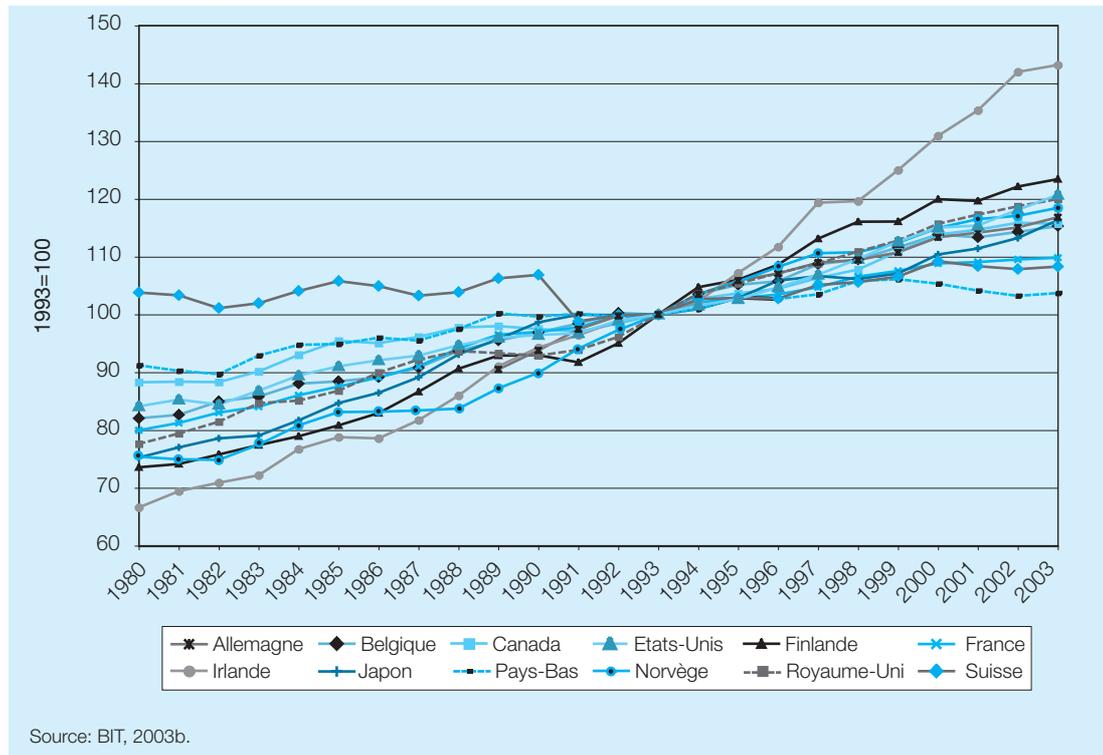
Dans l'ensemble de la région, l'emploi a augmenté en même temps que la productivité du travail. Cela semble indiquer que, dans la région, la croissance de la productivité – examinée dans le prochain paragraphe – ne s'est pas opérée aux dépens de l'emploi. En fait, elle s'est accompagnée d'une augmentation de l'emploi dans l'ensemble de l'économie.

Les figures 1.17a et 1.17b montrent la croissance et les niveaux de la productivité du travail dans certaines économies de la région industrialisée. Dans l'ensemble de cette région, ces niveaux ont augmenté en moyenne de 1,4 pour cent par an; ceux de 2003 étaient en moyenne supérieurs de 15 pour cent à ceux de 1993. Depuis 1993, la productivité du travail dans l'Europe industrialisée a augmenté en moyenne de 1,3 pour cent par an, contre 1,4 pour cent dans les économies industrialisées non européennes. Au cours des cinq premières années de cette période (1993-1997), les taux de productivité européens ont augmenté plus vite que les taux non européens, alimentant ainsi les spéculations selon lesquelles l'écart allait bientôt se resserrer entre les Etats-Unis et l'Europe. Or, la tendance s'est inversée au cours des cinq dernières années, les taux s'étant mis à croître plus rapidement aux Etats-Unis qu'en Europe.

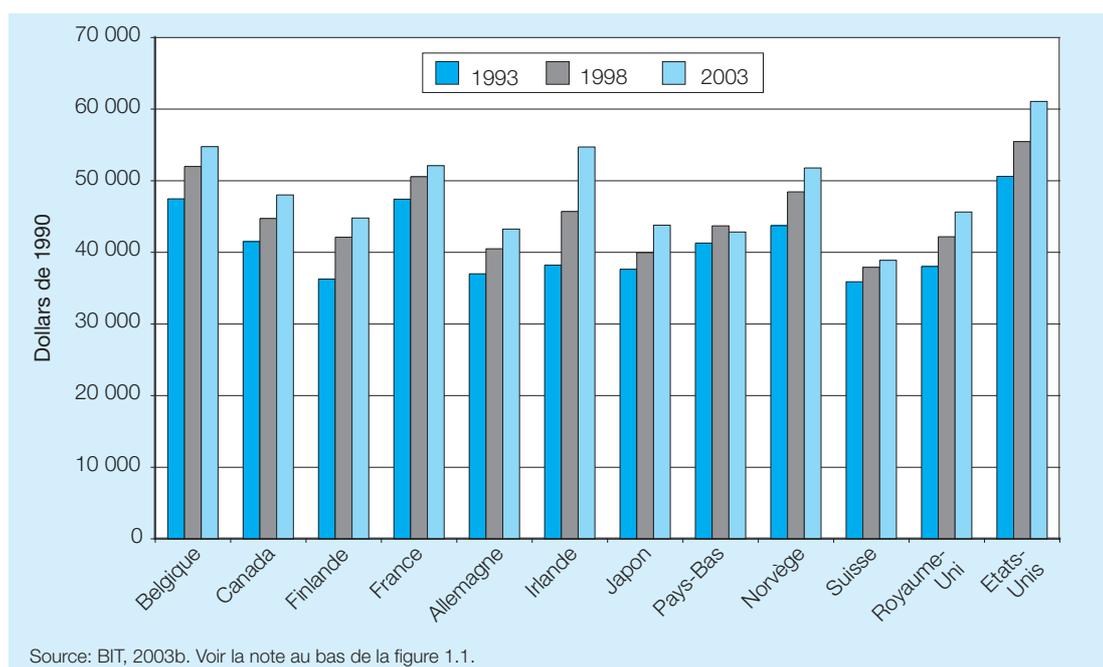
Au niveau national, la productivité a connu une croissance particulièrement forte en Irlande, où la croissance annuelle est en moyenne de 3,7 pour cent depuis 1993. Cette croissance a été stimulée par un niveau élevé de l'investissement direct étranger et une industrie pharmaceutique hautement productive. Le Danemark, la Finlande, la Grèce et la Suède ont également enregistré une forte croissance depuis 1993, plus de 2 pour cent en moyenne annuelle dans chacun de ces pays. Dans le même temps, les Pays-Bas et la Suisse ont pris du retard pour avoir enregistré une croissance minimale au cours des dix dernières années (moins de 1 pour cent par an; voir la figure 1.17a). Selon l'OCDE, la faible croissance de la productivité aux Pays-Bas et en Suisse pourrait s'expliquer par les réglementations strictes qui régissent leurs marchés de produits. Le renforcement de la concurrence sur les marchés de produits peut être un moyen d'améliorer les résultats relativement médiocres en termes de gain de productivité, en particulier dans les services non marchands de ces deux pays. En Suisse, les pressions concurrentielles semblent particulièrement faibles dans les réseaux d'entreprises et dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, des services aux entreprises, des achats publics et de la distribution (OCDE, 2003, 2004)<sup>21</sup>.

<sup>21</sup> *Etudes économiques de l'OCDE*, Pays-Bas 2004 et Suisse 2003.

**Figure 1.17a. Croissance de la production par personne employée dans les économies industrialisées (ensemble de l'économie pour certains pays, de 1980 à l'année la plus récente)**



**Figure 1.17b. Production par personne employée dans les économies industrialisées (ensemble de l'économie pour certains pays et certaines années)**



On pense que l'élargissement de l'UE à dix nouveaux membres en 2004 devrait se traduire par une plus grande compétitivité au sein de l'Europe industrialisée en réduisant les coûts afférents à l'activité économique et en permettant d'accéder à de nouveaux marchés. De même, l'abaissement des coûts de transaction qui en résultera au sein de la région se traduira par un relèvement des niveaux d'efficience et de productivité. Il conviendra également de stimuler la productivité en améliorant la qualité de la main-d'œuvre (notamment en libéralisant l'immigration pour l'emploi), en effectuant des avancées technologiques et en s'appropriant de nouveaux savoirs, facilitant ainsi l'innovation et l'expansion vers de nouveaux marchés.

### 1.3. Remarques finales

L'analyse empirique exposée dans le présent chapitre démontre que la croissance de la productivité peut et doit aller de pair avec la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, du moins sur le long terme. Mais elle montre aussi que cela ne se fait d'une manière ni automatique ni identique dans toutes les régions. Elle permet de conclure que les économies ont besoin d'un certain gain de productivité pour améliorer la situation des marchés du travail et qu'il faut à ces derniers le temps nécessaire pour se remettre des grandes transitions ou des crises majeures qui freinent la croissance de la productivité.

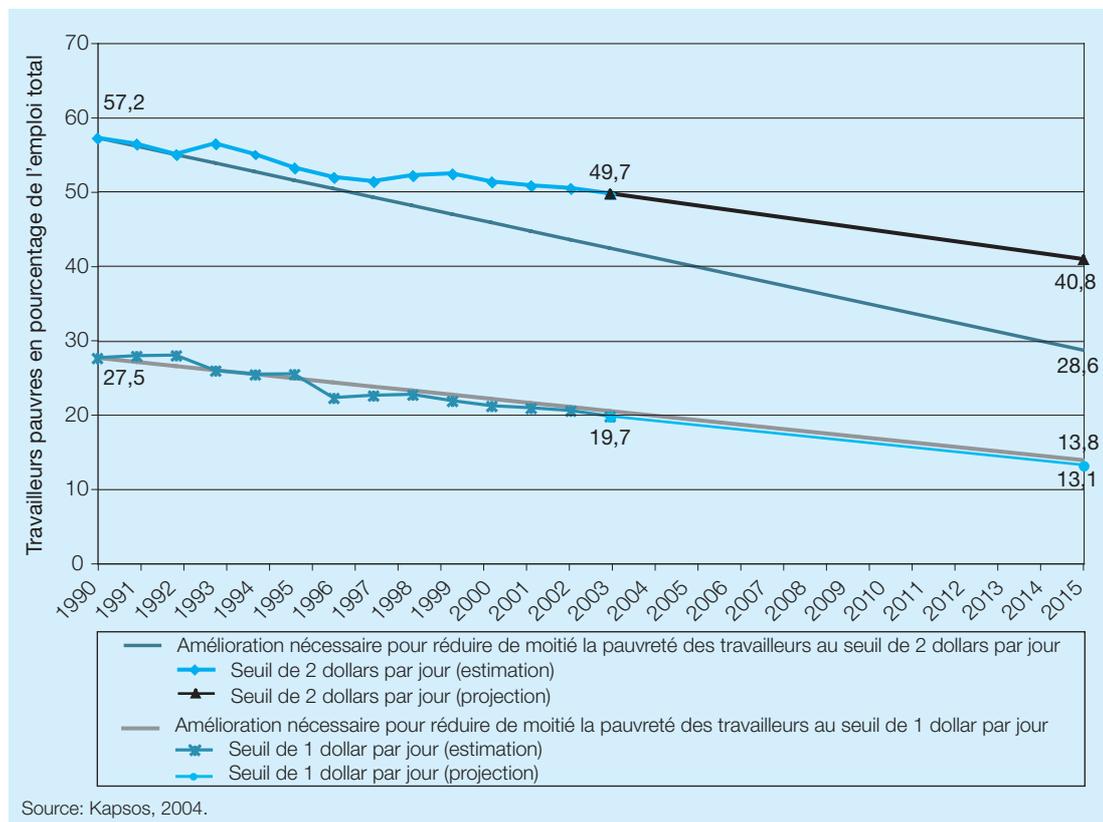
Ces dernières années, le gain de productivité en Asie de l'Est et en Asie du Sud s'est traduit par une stabilisation du marché du travail (après un certain fléchissement au début du siècle dernier en Asie de l'Est). En revanche, les marchés du travail de l'Asie du Sud-Est sont encore en train de se remettre de la crise financière asiatique. Mais les bons chiffres de la productivité régionale devraient se traduire par une baisse du chômage et contribuer ainsi à faire reculer la pauvreté. En Amérique latine et aux Caraïbes, la reprise des marchés du travail est toute récente. Il faut dire que leur productivité n'avait pas augmenté depuis plus de dix ans, à quelques améliorations près survenues au cours des deux dernières années. Cependant, la situation du marché du travail dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ainsi qu'en Afrique subsaharienne, comme en témoignent les taux de chômage élevés, ne s'est pas améliorée; dans le même temps, la croissance de la productivité a fléchi ou a été faible. Dans la région des pays en transition, il y a eu des améliorations de la productivité et de l'emploi, en particulier parmi les nouveaux Etats membres de l'UE. D'autres économies de la région continuent de supporter les coûts particulièrement lourds du processus de transition et ne sont toujours pas sur le chemin de la croissance de la productivité et du PIB, ni sur celui de la création d'emplois. Enfin, certaines économies de l'Europe industrialisée ont un taux de croissance du PIB inférieur à 2 pour cent, et de la productivité légèrement supérieur à 1 pour cent. Conséquence: les créations d'emploi sont insuffisantes, d'où la nécessité d'accroître la demande de main-d'œuvre pour stimuler l'emploi dans la région.

La réduction de la pauvreté totale et de la pauvreté des travailleurs est souvent l'image inversée des gains de productivité. Dans les régions connaissant une

forte croissance de la productivité, la pauvreté a diminué; dans les régions où la croissance de productivité est faible, voire inexistante, les taux de la pauvreté totale et de la pauvreté des travailleurs tendent à se maintenir. Comme le montre la figure 1.18, la réalisation de l'objectif consistant à réduire de moitié, à l'échelle mondiale, la pauvreté des travailleurs au seuil de 1 dollar par jour ne sera possible que si le PIB continue de croître au même rythme que récemment. Quand bien même la moitié des travailleurs pauvres d'aujourd'hui serait capable de sortir, eux et leurs familles, de l'extrême pauvreté d'ici à 2015, 40 pour cent d'entre eux ne gagneront pas assez pour décoller du seuil de 2 dollars par jour. Cela donne une idée de l'énorme déficit d'emploi décent dans le monde en développement. Ce déficit pèsera sur le développement dans la mesure où les pauvres ne peuvent contribuer à la demande globale ni investir dans l'éducation, le bien-être et la santé de leurs enfants pour leur permettre d'éviter le piège de la pauvreté.

La présente analyse régionale occulte naturellement des cas importants propres à certaines économies et qui font exception à ces règles générales. Elle n'en constitue pas moins le point de départ pour une analyse plus poussée des liens entre productivité, emploi et réduction de la pauvreté, examinés dans le présent Rapport.

**Figure 1.18. Tendances mondiales de la pauvreté des travailleurs aux seuils de 1 et 2 dollars par jour**



## Références

- Agence internationale de l'énergie (IEA). 2004. *Analysis of the impact of high oil prices on the global economy*, manuscrit.
- Amjad, R. 2004. *Solving Pakistan's poverty puzzle: Who should we believe? What should we do?*, document présenté à la 9<sup>e</sup> réunion annuelle de la Société pakistanaise des économistes du développement (Islamabad), janvier.
- Banque asiatique du développement (BAsD). 2004. *Asian Development Outlook 2004* (Manille) (<http://www.adb.org/Documents/Books/ADO/2004/ado2004.pdf>).
- . 2003. *Asian Development Outlook 2003* (Manille) (<http://www.adb.org/Documents/Books/ADO/2003/ado2003.pdf>).
- . 2004. 2002. *Asian Development Outlook 2002* (Manille) (<http://www.adb.org/Documents/Books/ADO/2002/ado2002.pdf>).
- Banque mondiale. 2003. *Indicateurs du développement dans le monde* (Washington, DC).
- . 2004a. *Indicateurs du développement dans le monde* (Washington, DC).
- . 2004b. <http://www.worldbank.org/wbi/reducingpoverty/case-Indonesia-PovertyReduction.html>.
- . 2004c. *Unlocking the Employment Potential in the Middle East and North Africa: Toward a New Social Contract* (Washington, DC).
- BIT. *Rapport sur l'emploi dans le monde* (Genève).
- . 2003a. *Tendances de l'emploi dans le monde* (Genève), janvier.
- . 2003b. *Indicateurs clés du marché du travail (ICMT)*, 3<sup>e</sup> édition (Genève).
- . 2003c. LABORSTA, LABPROJ; *Population économiquement active 1950-2010*, base de données de l'OIT: Evaluations et projections de la population économiquement active (5<sup>e</sup> édition) pour tous les pays et territoires comptant plus de 100 000 habitants au milieu de l'année 2000 (Genève) (<http://laborsta.ilo.org>).
- . 2004a. *Tendances mondiales de l'emploi* (Genève), janvier (<http://kilm.ilo.org/get2004/download/trends.pdf>).
- . 2004b. *Global Employment Trends for Women 2004* (Genève) (<http://kilm.ilo.org/get2004/download/trendsw.pdf>).
- . 2004c. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2004* (Genève) (<http://mirror/public/english/employment/strat/download/getyen.pdf>).
- . 2004d. *Panorama Laboral 2003* (Lima) (<http://www.cinterfor.org.uy/public/spanish/region/ampro/cinterfor/newsroom/hechos/pl2003.htm>).
- CEPALC. 2004. *Foreign Investment in Latin America and the Caribbean, 2003* (New York).
- Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation. 2004. *Une mondialisation juste: créer des opportunités pour tous* (Genève, BIT).
- Cordseman, A. 1998. *Demographics and the coming youth explosion in the Gulf* (Washington, DC, Center for Strategic and International Studies), janvier 1998. (<http://www.csis.org/mideast/reports/demograp.pdf>).
- FAO. 2004. AQUASTAT country profiles, Haiti (<http://www.wca-infonet.org/servlet/CDSServlet?status=ND01ODMuMTQzOTQmNz1lbiY2MT13ZWItc2l0ZXMMmNjU9aW5mbw~~~>).
- FIDA. 1999. *Assessment of rural poverty in West and Central Africa* (Rome, West and Central Africa Division).
- FIDA/FAO/Gouvernement du Japon. 1998. *Agricultural implements used by women farmers in Africa* (Rome).
- FMI. 2003. *World Economic Outlook* (Washington, DC), sept.

- FMI. 2004. «Harnessing cyclical gains for development: Economic prospects», *Global development finance 2004* (Washington).
- International Institute for Management Development (IMD). 2004. *World Competitiveness Yearbook 2004* (Lausanne).
- Islam, R. 2004. *The nexus of economic growth, employment and poverty reduction: An empirical analysis*. Issues in Employment and Poverty Discussion Paper series (Genève, BIT).
- Kapsos, S. 2004. «Estimating growth requirements for reducing working poverty: Can the world halve working poverty by 2015?» (Genève, BIT). Document de fond préparé pour le *Rapport sur l'emploi dans le monde 2004-05*, Employment Strategy Paper No. 2004/14.
- Marin, D. 2004. «A nation of poets and thinkers – Less so with Eastern enlargement? Austria and Germany», Centre for Economic Policy Research (CEPR), Discussion Paper 4358 (<http://www.cepr.org/pubs/dps/DP4358.asp>).
- OCDE. 2003. *Etude économique de la Suisse* (Paris).
- . 2004. *Etude économique des Pays-Bas* (Paris).
- PNUD. 2003. *Arab Human Development Report 2003* (New York).
- République de Corée, ministère du Travail. 2004. *Pacte social pour la création d'emplois* ([http://www.molab.go.kr:8787/English/news/sub\\_Content1.jsp](http://www.molab.go.kr:8787/English/news/sub_Content1.jsp)).
- US Bureau of Labor Statistics. 2004. *Mass Layoff Statistics* (<http://www.bls.gov>).
- US Library of Congress. 2004 (<http://countrystudies.us/haiti/48.htm>).
- Xie, A.; Lam, S. 2004. Forum économique mondial, les dernières observations des économistes Morgan Stanley (<http://www.morganstanley.com/GEFdata/digests/20040324-wed.html#anchor2>).